



# LA BANANE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT RURAL AFRICAIN

---

UN DÉFI COMMUN  
POUR L'AFRIQUE ET L'EUROPE

# TABLE DES MATIÈRES

À propos d'Afruibana	4
Éditorial de M. Joseph Owona Kono	5
Avant-propos de M. Louis Michel	6
Avant-propos de Mme Charlotte Libog	7
Les chiffres clés de la banane africaine	8
Résumé exécutif	9
Les points clés	10

---

## ETAT DES LIEUX DU MARCHÉ, LA BANANE AFRICAINE : CONTEXTE ET DÉFIS 12

A. La situation des producteurs de bananes dans le monde	13
B. Le marché européen de la banane	18
C. Les Mesures d'Accompagnement de la Banane et leur déploiement	21
D. Les avantages compétitifs des producteurs latino-américains	22
E. Quelles perspectives pour la banane africaine ?	23
L'agriculture et la banane au cœur des enjeux migratoires	24

---

## AXES D'INVESTISSEMENTS 25

<b>Axe 1 : Capital humain et développement des territoires</b>	<b>26</b>
A. Assurer l'intégrité et la santé des travailleurs	26
B. Investir dans le capital humain	28
C. Promouvoir le travail décent et un marché du travail inclusif	30
D. Développer le « territoire du fruit »	32

<b>Axe 2 : R&amp;D et modernisation des pratiques culturales</b>	<b>35</b>
A. Réduire l'usage de produits phyto-pharmaceutiques de synthèse	36
B. Réduire le recours aux engrais de synthèse	36
C. Promouvoir des itinéraires agricoles à Haute Valeur Environnementale	36
D. Innover via la recherche variétale	37
E. Diversifier les cultures, optimiser les surfaces	37
F. Réduire l'usage des plastiques	38

<b>Axe 3 : Changer de modèle agricole pour une meilleure productivité</b>	<b>39</b>
A. Développer les programmes de formation et promouvoir les talents locaux	39
B. Optimiser les facteurs de production à travers les nouvelles technologies	39
C. Intégrer les problématiques de déforestation au sein des politiques de croissance	40
D. Améliorer la gestion de l'irrigation	40
E. Mieux valoriser les terres agricoles et protéger la biodiversité	40
F. Investir dans les infrastructures et les équipements	41
G. Sécuriser le foncier et respecter les droits de propriété et coutumiers	41

<b>Axe 4 : Un « Pacte Vert » pour la banane</b>	<b>43</b>
A. Renforcer le raccordement et l'électrification des fermes	43
B. Augmenter l'usage du solaire	43
C. Développer la méthanisation des écarts de triage de bananes	43
D. Mener la transition écologique du transport maritime	44
E. Mener la transition écologique du transport terrestre par le renouvellement du parc des véhicules	44
F. Accompagner des initiatives de calcul et de suivi des progrès de l'empreinte carbone	45
G. Soutenir des projets de recherche sur la chaîne du froid et sur l'efficacité énergétique	45
H. Améliorer l'efficacité portuaire	45
I. Soutenir des programmes sur l'énergie éolienne et hydrolienne	46
<b>Axe 5 : Transformation locale, montée en valeur ajoutée et intégration verticale</b>	<b>47</b>
A. Développer les cartonneries locales	47
B. Développer un laboratoire d'analyse biologique	48
C. Valoriser la banane par la transformation locale	48
D. Favoriser l'émergence d'une filière d'engrais organique bio et la réduction des engrais de synthèse	49
E. Développer les marchés régionaux pour accompagner la consommation locale	49
<hr/>	
<b>PROMOUVOIR LA BANANE AFRICAINE : UN IMPÉRATIF COMMERCIAL ET UN ENJEU POLITIQUE</b>	<b>51</b>
<b>Présentation des pays producteurs</b>	<b>54</b>
Côte d'Ivoire	55
Cameroun	56
Ghana	57
<hr/>	
<b>CONCLUSION</b>	<b>58</b>

# À PROPOS D'AFRUIBANA

Afruibana est une association panafricaine de producteurs et d'exportateurs de fruits. Elle est née en 2017 du regroupement d'associations de Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Ghana. Si la plupart de ses membres sont aujourd'hui des producteurs de bananes, d'ananas et de mangues, Afruibana est une plateforme ouverte qui a vocation à rassembler et à représenter les intérêts de toute la filière fruiticole en Afrique.

L'association a tout particulièrement pour mission de porter la voix des producteurs de fruits africains au sein des institutions internationales et dans le cadre de la négociation et de la mise en œuvre d'accords bilatéraux et multilatéraux dont les Accords post-Cotonou. Joseph Owona Kono est le président d'Afruibana et Jean-Marie Kakou-Gervais et Anthony Blay en sont les vice-présidents.

Afruibana s'intéresse plus généralement au développement rural, au renouveau paysan et à l'autonomie alimentaire. Elle approuve et encourage les initiatives contribuant à l'avènement d'un monde et d'un commerce plus équitables, favorisant un meilleur partage des richesses et l'épanouissement de modèles

d'entreprises responsables et durables ; plutôt que la mise en concurrence aveugle, la dégradation de l'environnement comme une « externalité » et le creusement continu des inégalités et du fossé Nord-Sud.

Ce rôle de représentation et de plaidoyer en faveur des filières agro-industrielles et paysannes du continent est enfin d'autant plus nécessaire dans ce contexte :

■ **Un partenariat renouvelé entre l'Europe et l'Afrique** appelé de ses vœux par l'Union européenne et ses États-membres ;

■ **La lutte contre le changement climatique**, qui touche tout particulièrement les pays du sud en dépit de leur bien moindre responsabilité dans les causes du phénomène ;

■ **La prévention des migrations**, que l'on ne pourra contenir que par l'offre d'emplois, d'opportunités d'affaires et de services d'éducation et de santé, comme vecteurs de la résilience et de l'épanouissement des communautés et des zones rurales.



# ÉDITORIAL DE M. JOSEPH OWONA KONO



—  
Président d'Afruibana

Ancien co-président de l'Assemblée Parlementaire Paritaire des ACP

## *Soutenir la banane africaine, c'est soutenir l'Afrique émergente de demain*

À une époque de profondes transformations pour le monde, l'Afrique et l'Europe, alors que les évidences du monde d'après-guerre sont aujourd'hui réexaminées avec une force nouvelle, il est parfois important de s'arrêter, poser symboliquement l'instrument de son travail dans le sillon, lever les yeux et, un moment, contempler l'horizon.

Ainsi, après environ trois ans d'exercice, nous avons tâché avec l'association Afruibana de prendre un peu de hauteur et nous publions un livre blanc sur le secteur bananier africain. En effet, quand on lève le regard et que l'on considère l'état du marché européen de la banane, et tandis que s'apprête à entrer en vigueur le nouvel accord «post-Cotonou», on comprend la nécessité impérieuse qu'il y a à conduire une réflexion stratégique exigeante sur les voies et moyens de mener à bien la transformation de notre secteur dans les années à venir.

Depuis 2009 et l'accord de Genève, le contexte du commerce mondial et celui de la banane ont sensiblement changé. Au fil des ans, nous avons assisté à une érosion de nos conditions d'accès au marché européen. Devant initialement passer de 176 euros la tonne en 2009 à 114 euros en 2019, les accords bilatéraux successifs avec les pays d'Amérique latine ont ramené ce chiffre à 75 euros la tonne à partir de 2020.

Bien que l'Union européenne ait tenté d'atténuer l'impact de ces évolutions et permis des progrès à

travers les Mesures d'accompagnement de la banane (MAB), celles-ci ont aussi connu certains retards dans leur mise en œuvre et n'ont peut-être pas permis une réflexion assez globale sur les investissements véritables à réaliser pour doter le secteur des moyens de sa compétitivité durable sur le marché mondial.

Avec ce livre blanc, nous souhaitons présenter une analyse des récentes évolutions du marché à travers notre prisme africain et examiner les champs potentiels d'investissement pour les années à venir. Fruit de la réflexion de l'ensemble des acteurs de la filière, il propose les contours d'un plan intégré d'accompagnement du secteur qui embrasse, refonde et revivifie notre démarche.

Afin de réussir cette importante transformation du secteur de la banane en Afrique, l'Union européenne, partenaire privilégié de notre continent, doit jouer pleinement son rôle. Alors que l'Europe s'inquiète des flux migratoires et de l'avenir économique du continent, soutenir la banane africaine est indispensable pour permettre le développement des zones rurales et l'émergence de l'Afrique de demain. Les pouvoirs publics, de part et d'autre de la Méditerranée, qui œuvrent dans le sens de l'intérêt général et appellent de leurs vœux une croissance durable et équitable, doivent prendre la mesure des enjeux à venir et se concentrer sur les racines de nos problèmes. C'est ainsi qu'ensemble, demain, nous pourrions récolter les fruits d'une prospérité commune.

# AVANT-PROPOS DE M. LOUIS MICHEL

—  
Ancien commissaire européen à la coopération internationale



## *Investir en Afrique est bénéfique tant aux Africains qu'aux Européens*

La négociation de l'accord post-Cotonou est l'opportunité de changer de paradigme dans la nature des relations entre l'UE et les États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Il faut imprimer au nouvel accord une nouvelle vision en renforçant la dimension partenariale, et en dépassant les perceptions négatives (passé colonial), la victimisation, les liens de dépendance de type caritatif, la conditionnalité de l'aide, la lourdeur des procédures, etc. Il faut s'adapter aux nouvelles réalités et aux nouveaux acteurs, faire du développement économique, favoriser les investissements et inclure le secteur privé.

Il nous faut un partenariat modernisé, renforcé et plus politique, qui mette l'accent sur nos intérêts communs. Une large partie de l'aide au développement doit favoriser l'intégration dans le commerce mondial. Parce que c'est là que se trouve le moteur de la croissance ; c'est là que se trouve l'énergie qui permet d'envisager d'éradiquer la pauvreté. L'industrialisation, prévue à l'objectif 9 de développement durable, qui passe par les investissements durables ne pourra pas se faire sans financements, sans la mobilisation du secteur privé. Les investissements doivent s'adresser prioritairement à l'agriculture, dans un continent où près d'un habitant sur trois est victime de sous-nutrition. Une agriculture vivante assure la sécurité alimentaire, favorise la croissance, les exportations, la création d'emplois et l'intégration sociale, notamment les jeunes en milieu rural, limitant d'autant la migration et la propagation du radicalisme.

L'Union européenne n'a de cesse de rappeler la priorité de l'Afrique en tant que partenaire stratégique international, en témoigne le premier voyage à l'étranger de la Présidente de la Commission, qui fut l'occasion de rencontrer les représentants de l'Union africaine en Éthiopie. 2021 marquera une nouvelle

étape et sera « l'année de l'Afrique pour l'Union européenne » selon la déclaration de Joseph Borrell, Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères. Le Sommet UE-Afrique 2021 permettra de s'accorder sur des priorités et un avenir commun dans lequel le continent africain sera un partenaire décisif pour la mise en œuvre effective du Green Deal. L'importance de ce partenariat stratégique se reflète par ailleurs dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027 qui alloue 98 milliards à l'aide extérieure. Il sera cependant important que ces aides au développement ciblent en particulier les PMA et les pays fragiles.

L'état actuel du développement du continent africain ne reflète ni ses potentialités ni ses ressources naturelles et humaines exceptionnelles. Avec ces atouts, l'Afrique peut devenir, j'en suis sûr, un des moteurs de la croissance mondiale.

L'Afrique a besoin d'investissements importants dans les secteurs productifs qui créent de la richesse et de l'emploi et d'un secteur privé dynamique qui apportera ses ressources, son savoir-faire et sa connaissance des marchés pour faire participer ce continent à l'économie mondiale.

Investir en Afrique est bénéfique tant aux Africains qu'aux Européens. Il y va de l'intérêt économique et géostratégique de nos pays, de la sécurité et du bien-être des générations futures. L'Afrique et l'Europe sont une communauté de destin forgée dans une histoire et une relation d'interdépendance.

Il y a aujourd'hui dans les pays partenaires en Afrique (des décideurs, des membres de la société civile, des jeunes) qui veulent entreprendre et prendre des risques. C'est à leurs côtés que nous devons nous mobiliser.



# AVANT-PROPOS DE MME CHARLOTTE LIBOG

Fondatrice d'Afrique Grenier du Monde  
et présidente d'AGM Business

*Il est primordial de continuer  
d'œuvrer pour une politique favorable  
à la consolidation des filières agricoles*

L'agriculture est la mère de tous les arts : lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospèrent; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent, sur terre comme sur mer ». Ces propos du philosophe grec Xénophon résumant parfaitement le défi universel qui est le nôtre aujourd'hui : œuvrer pour un monde meilleur grâce à l'agriculture et nourrir 9 milliards d'individus à l'horizon 2050.

Et, au cœur de ce défi, nous avons l'Afrique, le continent au potentiel agricole le plus élevé avec plus de la moitié de terres arables mondiales, un potentiel hydraulique inexploité et une croissance démographique sans précédent... L'Afrique, qui malgré ce potentiel peine à solutionner l'épineuse équation d'une croissance économique réelle et durable, celle de l'emploi des jeunes, celle de l'autonomisation de la femme, celle de l'exode rural et de l'urbanisation.

Des défis colossaux qui pourraient trouver un début de solution avec l'émergence du secteur agricole, et par conséquent de sa paysannerie, qui représente aujourd'hui plus de la moitié de la population du continent.

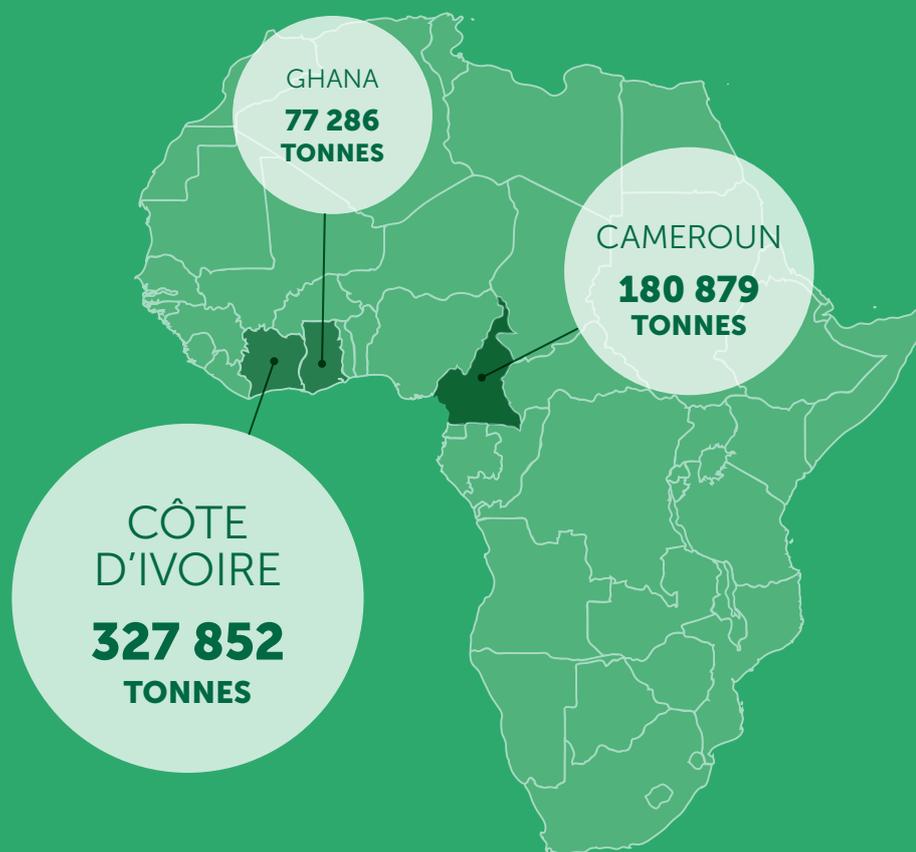
Dans ce contexte, il est primordial de continuer d'œuvrer pour une politique favorable à la consolida-

tion des filières agricoles, au premier rang desquelles la banane, l'un des produits d'exportation phare de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne. Avec le contexte de libéralisation des prix observé au niveau mondial dans ce secteur, maintenir et consolider les mesures de soutien à la filière africaine de la banane équivaldrait à contribuer à la construction de l'équilibre mondial, à travers l'amélioration des conditions de vie des producteurs africains, générateurs de richesse et par conséquent de croissance inclusive réelle sur le continent.

Ces mesures seraient en effet favorables au maintien des populations rurales dans leur environnement dans des conditions favorables à leur épanouissement, et par conséquent favoriserait la maîtrise des flux migratoires anarchiques observés ces derniers temps à destination de l'Europe.

Il est donc plus qu'urgent et impératif de continuer d'œuvrer tous ensemble pour une coopération Nord-Sud efficace et génératrice de richesse pour tous, et des mesures favorables au soutien de la filière banane constituent un véritable symbole pour cet idéal.

# LES CHIFFRES CLÉS DE LA BANANE AFRICAINE



8



**90 %**

des exportations africaines de bananes sont à destination du marché européen



**80 000**

emplois directs et indirects sont liés au secteur bananier au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Ghana



**9 %**

du marché européen des bananes dessert est détenu par les pays africains



**60 %**

des emplois sont liés à l'agriculture en Afrique



**80 %**

des exploitations agricoles mesurent moins de deux hectares



**220 millions**

d'Africains vont entrer dans le marché du travail en zones rurales d'ici 2030

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce Livre Blanc dresse un état des lieux du secteur et passe en revue le marché et la concurrence à laquelle font face les producteurs africains, puis propose un ensemble de solutions pour mener à bien la transformation de la filière et lui donner les moyens de sa résilience et de sa pérennisation dans la prochaine décennie.

En effet, les baisses tarifaires accordées aux bananes latino-américaines, successivement au travers de l'Organisation mondiale du commerce (accord de Genève de 2009) puis des accords bilatéraux de l'UE avec les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, ont significativement réduit les préférences douanières des producteurs ACP. Si des progrès ont été accomplis grâce aux mesures d'accompagnement européennes, les producteurs africains continuent à présenter un écart de compétitivité avec leurs concurrents latino-américains, notamment en raison de la taille et de la productivité exceptionnelle des exploitations d'outre-Atlantique.

Cette situation a amené une croissance majeure des volumes exportés par les producteurs latino-américains en Europe. Cependant, malgré la démarche de diversification entreprise, au vu des liens historiques et géographiques, l'UE demeure la principale destination internationale des bananes africaines. Cette abondance de fruits latino-américains à très bas prix vient déstabiliser le marché, permet l'accroissement significatif des parts latino-américaines de marché en Europe et menace gravement les producteurs africains.

Pour dépasser ces conditions commerciales toujours plus adverses et sortir de cette situation « par le haut », il faut repenser les données du problème et investir dans les domaines clés qui détermineront l'avenir de la filière et de son modèle social :



**La formation et le développement de compétences des femmes et des hommes de l'industrie fruitière**



**L'intégration de la structure de coût, vecteur d'économies par le développement en Afrique d'entreprises et de solutions à plus haute valeur ajoutée**



**L'amélioration continue des pratiques culturales et optimisation durable des rendements**



**L'optimisation et la décarbonation continus de l'ensemble de la chaîne de valeur, de « la ferme à la fourchette »**



**Une plus large communication autour de la qualité et des valeurs qu'incarne la banane africaine**

# LES POINTS CLÉS



## **CONCURRENCE.**

La banane africaine subit la concurrence frontale de la banane latino-américaine sur le marché européen. Pour y faire face, les producteurs africains de bananes - et plus largement ACP - doivent s'unir pour défendre leurs intérêts auprès de l'Union européenne en plaidant pour un partenariat gagnant-gagnant avec leurs pays.



## **RURALITÉ.**

Le secteur bananier est un vecteur significatif de développement pour les ruralités africaines. Il permet d'offrir un nombre important d'emplois et ainsi à l'Afrique de mieux faire face à son défi démographique. Il contribue à l'élévation générale du niveau de vie et de l'Indice de Développement Humain et favorise l'autonomie alimentaire des pays producteurs. Il participe ainsi à la lutte contre la pauvreté, les mouvements migratoires et les effets du changement climatique.



## **EMPLOI.**

Les entreprises du secteur de la banane jouent un rôle essentiel dans la valorisation du capital humain à travers la formation des travailleurs et la promotion de l'emploi féminin. Le secteur gagnerait à s'organiser pour harmoniser ses programmes de formation et pouvoir délivrer des certifications communes au titre de la validation des acquis.



## **BIO.**

La transition vers l'agriculture biologique et l'agroécologie sont des clés essentielles à la transformation de la banane africaine. Néanmoins, une telle transformation a un coût initial élevé et nécessite de nombreux aménagements : jachère, alternatives aux engrais chimiques et aux produits phytosanitaires, dans un contexte de ressources locales parfois limitées et d'un temps d'adaptation relativement long (3 à 5 ans).



## **RECHERCHE.**

La recherche fondamentale et appliquée contre les maladies et les fléaux de la banane est une entreprise hautement nécessaire mais de très longue haleine. Elle implique la collaboration de laboratoires de pointe, ainsi que des financements soutenus sur une longue période. Il en va de même pour la recherche de substituts aux plastiques pour réduire leur impact environnemental.



## **PRODUCTIVITÉ.**

L'excellence dans les pratiques horticoles et l'amélioration générale de la productivité sont autant de raisons de s'engager davantage dans la valorisation des talents locaux à tous les niveaux de la chaîne de valeur. En parallèle, il faut continuer à investir dans les infrastructures et les équipements agricoles (cable-way, systèmes d'irrigation, électrification etc.). La combinaison de ces deux facteurs est déterminante dans l'atteinte des meilleurs rendements possibles.



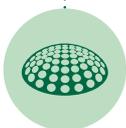
### **ÉNERGIE.**

D'un point de vue économique aussi bien qu'environnemental, une réflexion de fond sur les problématiques énergétique et de transport est primordiale. Les solutions à ces enjeux passent par une multitude de transformations techniques. Celles-ci incluent la finalisation du raccordement des fermes isolées aux réseaux électriques nationaux et le développement des énergies vertes alternatives : le solaire est considéré avec beaucoup de soin, mais d'autres pistes sont également explorées (la méthanisation des résidus de bananes ou l'éolien à petite échelle). Cette transition énergétique est tout particulièrement nécessaire dans le transport maritime et terrestre et dans la gestion de la chaîne du froid.



### **LOCAL.**

La compétitivité de la filière peut être considérablement améliorée par l'intégration verticale de sa structure de coûts. Cela passe par le développement de solutions de production locale en matière d'emballages, d'intrants ou d'analyses de qualité. Toutefois, les investissements initiaux peuvent être prohibitifs pour des opérateurs aux marges mises à l'épreuve par l'intensité de la concurrence internationale.



### **FILIÈRE.**

La transformation locale de la banane, sous forme de farine, lait, jus ou condiments, est une piste intéressante de diversification et d'accroissement de la valeur ajoutée pour la filière. Ces nouveaux marchés restent toutefois à créer, mais pourraient particulièrement bénéficier du développement des classes moyennes sur le continent.



### **FONCIER.**

La gestion du foncier est un enjeu de taille pour le développement agricole en Afrique. En l'absence de registres cadastraux, les démarches auprès des autorités officielles et traditionnelles sont seules garantes d'une valorisation équitable et harmonieuse des terres.



### **INFRASTRUCTURES.**

La diversification géographique en Afrique des débouchés commerciaux est tributaire de l'amélioration des infrastructures logistiques, notamment des routes et du chemin de fer, ainsi que de l'émergence du secteur de la grande distribution.



### **INDUSTRIE.**

Le développement de l'industrie de la banane génère un effet d'entraînement sur d'autres industries, permettant des externalités positives au niveau local. Les entreprises du secteur bananier ne sont pas des îlots isolés, mais elles sont le centre d'impulsion d'écosystèmes régionaux où elles peuvent travailler avec de nombreux prestataires locaux et soutenir des projets entrepreneuriaux.



# ÉTAT DES LIEUX DU MARCHÉ **LA BANANE AFRICAINE :** **CONTEXTE ET DÉFIS**

# A. La situation des producteurs de bananes dans le monde

## Les « origines ACP »

Sous cette appellation sont regroupés de nombreux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qui sont les pays signataires de l'accord de Cotonou. On compte parmi eux plusieurs producteurs de bananes, dont Belize, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la République dominicaine et le Suriname.

Si la production africaine cumulée est la plus importante, les autres pays ACP représentent une part significative de la production ACP (43%), notamment la République dominicaine, qui est le premier exportateur de bananes ACP vers l'Union européenne, avec 354 886 tonnes en 2020.

Belize et le Suriname sont de plus petits exportateurs, ayant respectivement exporté 91 730 tonnes et 1 218 tonnes vers l'Union Européenne en 2020.

### EXPORTATIONS DE BANANES ACP VERS L'UNION EUROPÉENNE EN 2020



13

Source : Eurostat

## Les producteurs africains

La Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Ghana sont des acteurs majeurs de la production de bananes dessert dédiées à l'exportation sur le continent africain. Certains pays, aux volumes de production moins importants, sont plus axés autour des marchés intérieurs. En cumulé, les producteurs africains ont exporté en 2020 593 190 tonnes vers l'UE. En comparaison, le volume exporté des origines « Dollar » a atteint 5 050 691 tonnes en 2020.

Chaque pays bénéficie d'atouts différents. La Côte d'Ivoire et le Cameroun bénéficient par exemple d'une bonne organisation du secteur, de sols de

qualité et de connaissances techniques de haut niveau permettant une bonne rentabilité de la production sur des superficies totales de 7 300 et 7 800 ha respectivement. Mais les surfaces cultivées en Afrique sont bien moindres qu'en Amérique latine, avec 11 914 ha au Mexique, 19 000 ha au Honduras, 33 000 ha au Guatemala, 43 000 ha au Costa Rica. En Équateur, ces chiffres atteignent même 176 000 ha<sup>1</sup>.

La taille des exploitations des trois pays africains est assez différente. Tandis que le Cameroun est caractérisé une majorité d'exploitations de moyenne et de grande taille (entre 250 et 3 500 ha) avec une

productivité de 40 t/ha, la Côte d'Ivoire dispose d'exploitations de tailles variées (de 20 ha à 900 ha), avec des rendements moyens de 50 t/ha. La production ghanéenne, quant à elle, est concentrée au sud-est du lac Volta et le long du fleuve Volta. Dans ces trois pays, elle est le fait de quelques grandes plantations, associées à un certain nombre de plus petits planteurs. En Côte d'Ivoire, ce sont sept acteurs SCB, SCAB, EGLIN, SPDCIe/BATIA, BANACI, BACIBAM et SIAPA qui forment le tissu local. Au Cameroun, ils sont trois : Plantations du Haut Penja (PHP), Cameroon Development Corporation (CDC), et Boh Plantations (BPL) ; et au Ghana, trois également, Golden Exotics Limited (GEL), Musahamat Farms (MF) et Volta River Estates Limited (VREL). Cette concentration des acteurs est aussi ce qui permet l'intensification de la production de bananes.

Toutefois, le potentiel de croissance du secteur rencontre des obstacles de plusieurs ordres : organisationnel, logistique, administratif et institutionnel. La conquête de nouveaux marchés en Europe, au

Moyen-Orient et plus loin est encore obérée par des contraintes logistiques : il faut à la fois disposer des moyens de transport maritime et de mûrisseries dans les pays de consommation. La plus faible productivité de certains producteurs et les conditions climatiques non optimales qui favorisent le développement de la cercosporiose (maladie foliaire du bananier causée par un champignon) menacent les exploitations et induisent des coûts importants de prévention et de maîtrise de la maladie. La menace d'une contamination par le champignon Fusariose Race 4 Tropicale (TR4) est également très présente.

Enfin, pour l'ensemble des pays africains, le coût des intrants est problématique dans la mesure où la taille du marché africain est trop restreinte pour permettre des économies d'échelle comme en Amérique latine. Les coûts élevés de production et de transport intra- et extra-africain, un marché extérieur fortement contraint par la concurrence de la banane Dollar, sont autant d'obstacles pour l'instant à une progression de la part de marché de la banane africaine.



## La production européenne

La production européenne est principalement effectuée dans 5 territoires : les îles Canaries (Espagne), la Martinique et la Guadeloupe (France), Madère (région autonome du Portugal), à Chypre et en Grèce. Ces différentes filières nationales, réunies au sein de l'Association des Producteurs Européens de Banane (APEB), agissent auprès des institutions européennes pour défendre leurs intérêts.

Première production en termes de surfaces et de volumes, et deuxième source de richesse des îles Canaries, la banane fait vivre près de 8 500 producteurs, 2 500 conditionneurs et professionnels du secteur des coopératives, et procure au total environ 15 000 emplois directs et indirects. Malgré un parcellaire très éclaté (80 % des exploitations font moins de 1 hectare), de fortes contraintes liées au climat subtropical et à une pluviométrie faible, qui rallonge le cycle de production de trois mois, les Canaries atteignent une productivité de 35 à 45 t/ha. La production annuelle a atteint 382 339 tonnes en 2020. La consommation espagnole continentale absorbe 88 % de la production.

Avec 156 009 tonnes produites en 2019, la Martinique est le deuxième producteur européen derrière les Canaries. Premier employeur privé de l'île, le secteur emploie 10 000 salariés à l'échelle des Antilles françaises, soit 63 % de la main-d'œuvre agricole. Grâce à la généralisation des pratiques agroécologiques sous l'égide des différents « Plan Banane Durable », on observe en Martinique comme à la Guadeloupe une diminution marquée de l'utilisation de produits phytosanitaires. La production repose aujourd'hui sur des structures de petite à moyenne taille caractérisées par les techniques innovantes et les bénéfices sociaux dont jouissent les travailleurs. Néanmoins, la problématique des cyclones pour l'ensemble des producteurs Antillais reste une menace permanente.

Pour des raisons historiques (culture de la canne à sucre), le secteur de la banane est moins développé en Guadeloupe, avec près de 43 000 tonnes produites en 2019 (un niveau de production moindre dû au passage du cyclone Maria en 2017). Cependant, la productivité est forte, avec des rendements de 35 t/ha, record historique des Antilles françaises, sur des exploitations en expansion, passées d'une surface totale cultivée de 1 600 ha en 2000, à 2 000 ha en 2015. Grâce au « Plan Banane Durable », les conditions d'emploi et les méthodes de cultures se sont modernisées comme en Martinique. L'objectif de la Guadeloupe est d'atteindre le cap des 100 000 tonnes à l'horizon 2022. Selon ses responsables, cet objectif implique une réforme du

Programme d'option spécifique à l'éloignement et à l'insularité (POSEI).

Autre membre de l'Association des producteurs européens de bananes (APEB), l'île de Madère, représentée par le syndicat des producteurs, le GESBA, et qui constitue la production portugaise de l'Union européenne avec 23 405 tonnes en 2020. Produit d'exportation phare de l'île, le secteur de la banane compte près de 2 800 producteurs avec des petites et moyennes plantations.



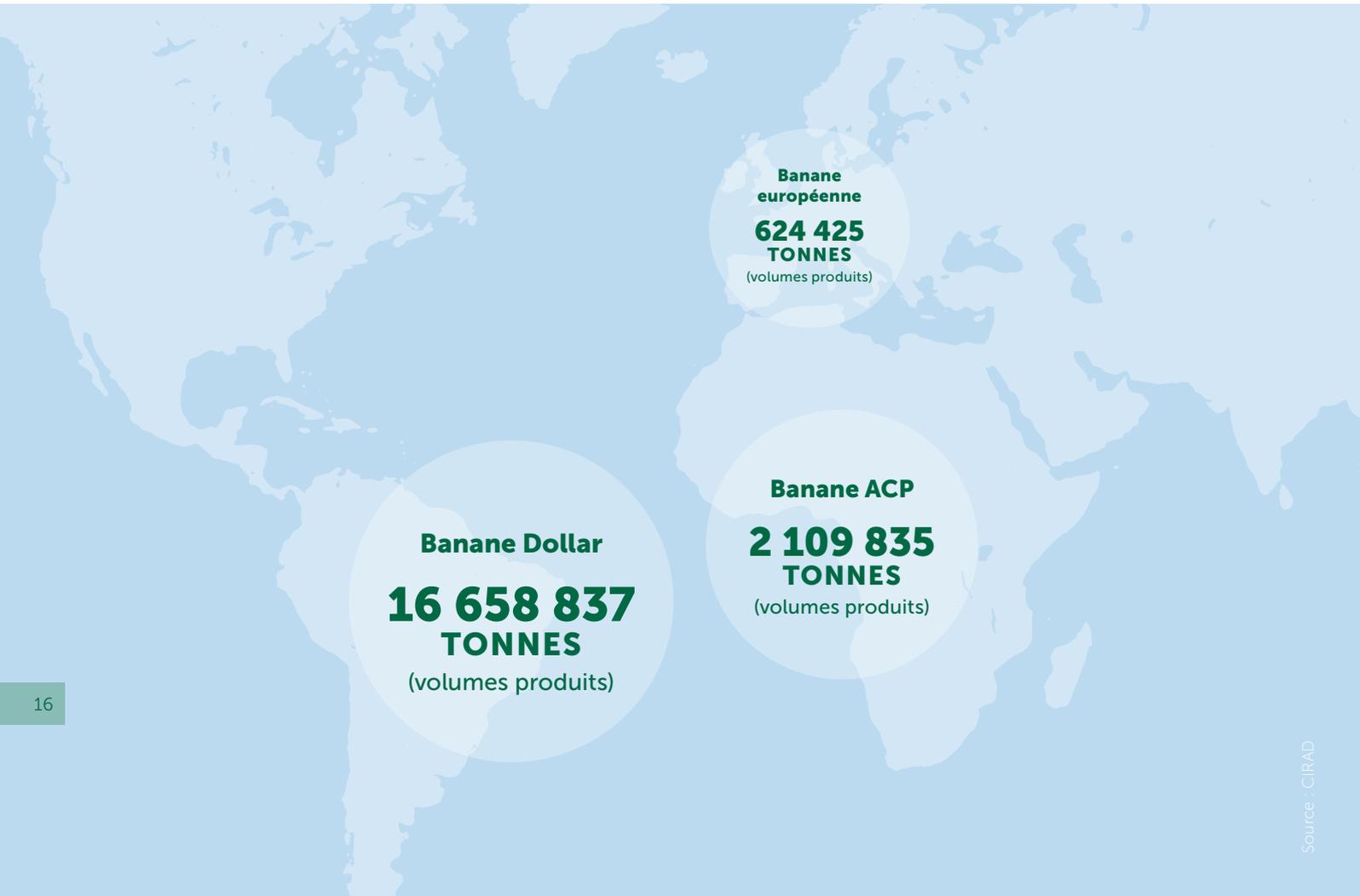
## Les « origines Dollar »

Pilier historique de la culture mondiale de banane, l'Amérique latine est représentée par l'Équateur, le Costa Rica, la Colombie, le Panama, le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Pérou.

Avec plus de 44 000 ha au Guatemala, 50 000 ha en Colombie et 176 000 ha en Équateur, plus quelques milliers d'hectares dans plusieurs autres pays, l'Amérique latine représente à elle seule plus de 70 % des 500 000 ha de terres réservées à l'exportation de bananes dans le monde.

L'Équateur, avec 1 627 376 tonnes exportées à destination de l'Union Européenne en 2020, représente à lui seul à peine plus d'un quart des importations européennes. Il est suivi dans la région par la Colombie et le Costa Rica, qui ont importé respectivement 1 454 462 et 1 272 960 millions de tonnes cette même année. À eux seuls, ces trois pays représentent plus de 65,1 % des importations de bananes de l'Union Européenne en 2020.

## Zones de production de la banane en 2019



## Chaîne logistique de la banane

La nature périssable des fruits frais exige d'avoir une chaîne logistique dédiée permettant d'amener le fruit aux consommateurs finaux en moins de 20 jours :



## Répartition de la valeur et poids de la grande distribution

La chaîne de valeur de la banane montre une répartition disparate. Si la main d'œuvre des pays producteurs obtient entre 4 % et 8 % du prix de ce marché, les entreprises productrices en reçoivent 15 %, tandis que les distributeurs captent entre 30 % et 40 % du prix de détail pratiqué en Europe. L'exportateur, le transporteur, l'importateur et le mûrisseur touchent au total 40 % de la valeur du marché de la banane<sup>2</sup>.

Force est de constater que les marges sont faibles : un rapport financier de Fresh Del Monte annonce une marge brute pour son segment banane, située entre 4,9 % et 6,3 % de 2017 à 2019, tandis que la marge des GMS pour les fruits et légumes se décompose en marge brute de 31,1 % en 2014, et en marge nette avant impôt de 2,3 %<sup>3</sup>.

Environ 90 % des fruits et légumes frais sont vendus par la grande distribution en Europe. Or la banane est un produit se différenciant principalement sur le plan du prix aux yeux des consommateurs, créant une concurrence féroce sur les tarifs de vente entre les distributeurs. En conséquence, la moyenne des prix à la consommation des bananes en Europe, pourtant principal fruit frais importé dans la zone, est inférieure de 25 % à celui des pommes, le fruit local le plus consommé (7,5 millions de tonnes en 2015<sup>4</sup>)

Les prix à la consommation ont stagné ou ont très légèrement augmenté depuis 2001, sauf au Royaume-Uni, où une guerre des prix des bananes entre les distributeurs a entraîné la baisse de près de la moitié du prix de vente<sup>5</sup>. En revanche, les prix au carton ont diminué de près de 25 % entre 2001 et 2020, tandis que les détaillants ont augmenté leur part dans la répartition de la valeur de la banane dans la plupart des pays européens (à l'exception du Royaume-Uni) pour atteindre entre 36 % et 43 %.

Dans un marché où l'offre est supérieure à la demande, les distributeurs possèdent un poids disproportionné dans les négociations avec les entreprises productrices de bananes. Plusieurs rapports<sup>6</sup> ont dénoncé des pratiques commerciales douteuses de la part de la grande distribution, mettant en péril les chaînes de valeur de la banane. Depuis quelques années, les associations de producteurs de bananes dénoncent régulièrement les abus de la grande distribution et appellent à un juste prix de la banane.

Sans engagement fort de la grande distribution sur ce sujet, il est légitime de craindre une concurrence exacerbée entre les producteurs de bananes, mettant en péril le modèle social et durable que les producteurs africains ont établi dans leurs plantations.



2 : Focus Banane, Fruitrop, Cirad

3 : Focus Banane, Fruitrop, Cirad.

4 : Freshplaza

5 : Cirad

6 : Oxfam « Workers' rights in supermarket supply chains », FreshFruit Portal

## B. Le marché européen de la banane

En 2017, 33 % des exportations de banane étaient destinées au continent européen, ce qui en fait le marché de consommation le plus important à l'échelle mondiale. Ce marché reste en croissance: avec une augmentation annuelle moyenne de 3,6 % ces six dernières années, il représentait en 2020 une consommation de 6 689 725 tonnes de bananes. Malgré la diversité des fournisseurs de la consommation européenne de banane, plus de 95% de la croissance du marché européen a été capturée par les producteurs latino-américains.

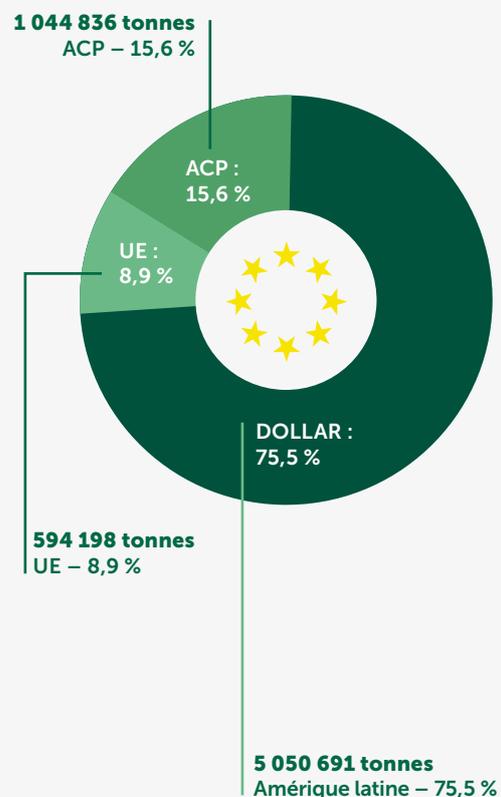
En effet, alors qu'en 2013 les bananes dollar représentaient déjà 69,1 % du marché européen, l'augmentation fulgurante de la capacité de production des producteurs latino-américains a entraîné, et ce au détriment des autres producteurs, celle de leurs parts de marché relatives. Ainsi, en 2020, les bananes latino-américaines représentaient 75,5 % de la consommation européenne. Portés par la croissance extrêmement rapide du Guatemala et du Costa Rica, les producteurs latino-américains sont les grands bénéficiaires de l'augmentation de la consommation européenne. Malgré des efforts accrus pour maintenir leurs parts de marché, chacune des autres origines de bananes, sous pression, a observé un déclin de ses parts de marché.

Alors qu'en 2013, les producteurs ACP fournissaient 19,5 % de la consommation européenne de bananes, leur part de marché s'établit en 2020 à 15,6 %. Malgré des investissements accrus pour répondre à l'augmentation de la demande européenne, la croissance exponentielle des producteurs latino-américains, forts d'exploitations plus étendues et de rendements plus élevés, a empêché producteurs ACP de tirer pleinement avantage de la croissance du marché européen. Ainsi, depuis 7 ans, les importations européennes des bananes ACP Caraïbes ont diminué de 11,9 %. Les producteurs africains de bananes ont, eux, observé une augmentation moyenne de leurs volumes d'exportations vers l'Union Européenne de seulement 1,2 % depuis 2013.

Les Mesures d'Accompagnement de la Banane (MAB), qui devaient compenser l'abaissement des préférences douanières des producteurs ACP, se sont donc révélées insuffisantes pour compenser le désavantage compétitif des producteurs ACP vis-à-vis des latino-américains. Leur mise en œuvre s'est révélée particulièrement complexe et les versements des enveloppes souvent tardifs.

Le Cameroun, après avoir traversé une période de troubles internes ayant entraîné une mise à l'arrêt de la production de certaines de ses bananeraies, observe un redémarrage progressif des activités de ses plantations. La Côte d'Ivoire, renforce sa position de premier producteur africain avec notamment une augmentation de 30 % de ses volumes exportés depuis 2013. Enfin, face à la demande importante des consommateurs européens de bananes certifiées Bio-Fairtrade, qui représentait 12 % de l'approvisionnement global européen en 2019<sup>7</sup>, le Ghana a réalisé de nombreux investissements et obtenu la certification Fairtrade/Max Havelaar en 2012. Cependant, malgré une augmentation générale de leur productivité, les parts de marché relatives des producteurs africains de banane diminuent, mises sous pression par les opérateurs latino-américains.

### LES EXPORTATIONS À DESTINATION DU MARCHÉ EUROPÉEN EN 2020



Enfin, la production de bananes d'origines européennes stagne. Si les productions espagnoles et portugaises sont en augmentation, des tempêtes ont affecté la croissance des exploitations de banane en Martinique et en Guadeloupe qui reprennent depuis peu leurs activités. La libéralisation croissante du marché ne bénéficie donc ni aux producteurs européens ni aux producteurs ACP. Au contraire, on assiste à un phénomène de concentration du marché, se faisant au détriment du consommateur.

Il faut cependant noter que, si les volumes bananes exportées vers l'Union Européenne sont en augmentation, cette surabondance a entraîné une importante baisse du prix de la banane. Alors qu'en 2015, le prix à l'importation était de 14,3 euros/carton de banane il a atteint en 2020 11,7 euros<sup>8</sup>. Dans un contexte où les opérateurs africains ont des coûts de revient supérieurs à leurs concurrents latino-américains, cette baisse des prix du marché les impacte d'autant plus fortement. La condition de la prospérité du secteur repose donc sur sa capacité à vendre ses produits à un prix juste permettant, par la suite, d'investir à tous les niveaux de la chaîne de valeur et offrir un salaire décent aux travailleurs du secteur.

À cela se rajoutent les politiques d'achat agressives menées par la grande distribution. Toujours en recherche des prix les plus bas, les politiques d'approvisionnement menées par plusieurs grandes

chaînes de distribution européenne ont entraîné une dégradation progressive du prix d'achat des cartons de bananes. Depuis 2018, les acteurs de la filière ont uni leurs voix pour appeler à une plus grande prise en compte des enjeux socio-économiques sous-jacents à la dégradation des politiques d'approvisionnement de la grande distribution. En tirant en permanence les prix vers le bas, les acteurs de la grande distribution mettent en danger la survie des filières de la banane dont les marges sont déjà faibles. L'importance d'une politique d'achat juste est d'autant plus grande pour les producteurs ACP et européens qu'ils ne bénéficient pas des mêmes économies d'échelle que leurs concurrents latino-américains.



## La baisse continue des droits de douane avantage la banane Dollar

**Depuis la mise en place du marché unique de la banane en 1993, l'Union européenne a toujours accompagné et soutenu les productions des pays ACP. Cela s'est traduit essentiellement à travers deux politiques :**

- Un accès différencié sur le marché européen avec des accès privilégiés en franchise de quota et de droits de douane ;
- En 2009, un système d'appui au développement et à l'accompagnement de la banane africaine est mis en place avec les Mesures d'accompagnement de la banane (MAB) visant à renforcer la compétitivité de la filière bananes et leur diversification, afin de compenser les producteurs suite à l'accord de Genève.

Ces deux piliers trouvent actuellement leurs limites. Suite à la « guerre de la banane », un accord a été signé à Genève sous l'égide de l'OMC en 2009, qui réduit significativement les préférences douanières des producteurs ACP malgré les écarts de compétitivité

et de taille des différents pays producteurs, au risque de déboucher à court terme sur un quasi-monopole du marché européen par les producteurs latino-américains.

Sur le long terme, et malgré les tarifs douaniers (définis par l'accord de Genève à partir de 2010, et par des accords d'association ou des accords commerciaux à partir de 2013), les exportations latino-américaines ont crû de 1 411 420 tonnes entre 2009 et 2020, soit une croissance globale sur la période de 38,7%. Sur ce même marché européen en croissance, la banane africaine n'a connu entre 2009 et 2020 qu'une croissance de 77 882 tonnes (soit 15,1%). Ce faisant, les origines latino-américaines ont vu leurs parts de marché augmenter de 5% tandis que celle d'Afrique baissaient de 1,1%, un déclin d'autant plus significatif qu'il doit être mis en perspective avec les investissements considérables effectués pour accompagner la hausse de la consommation européenne.

	Gestion nationale	Gestion commune - Marché unique														
		1er juillet 1993	2006	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		
				Système uniquement tarifaire (euros/t)												
<b>NPF</b>				148	143	136	132	132	132	127	122	117	114	114		
Brésil				148	143	136	132	132	132	127	122	117	114	114		
Mexique + Venezuela				148	143	136	132	132	132	127	122	117	114	114		
Equateur				148	143	136	132	132	132	127	97	90	83	75		
Colombie				176			au 15/12/2009		124	117	110	103	96	89	82	75
Costa Rica				176			accord de Genève		124	117	110	103	96	89	82	75
Guatemala				176			au 1/10/2013		124	117	110	103	96	89	82	75
Honduras				176			au 1/12/2013		124	117	110	103	96	89	82	75
Nicaragua				176			au 1/08/2013		124	117	110	103	96	89	82	75
Panama				176			au 1/08/2013		124	117	110	103	96	89	82	75
Pérou				176			au 1/03/2013		124	117	110	103	96	89	82	75
El Salvador				176			au 1/10/2013		124	117	110	103	96	89	82	75

Sources : CIRAD / Fruitrop

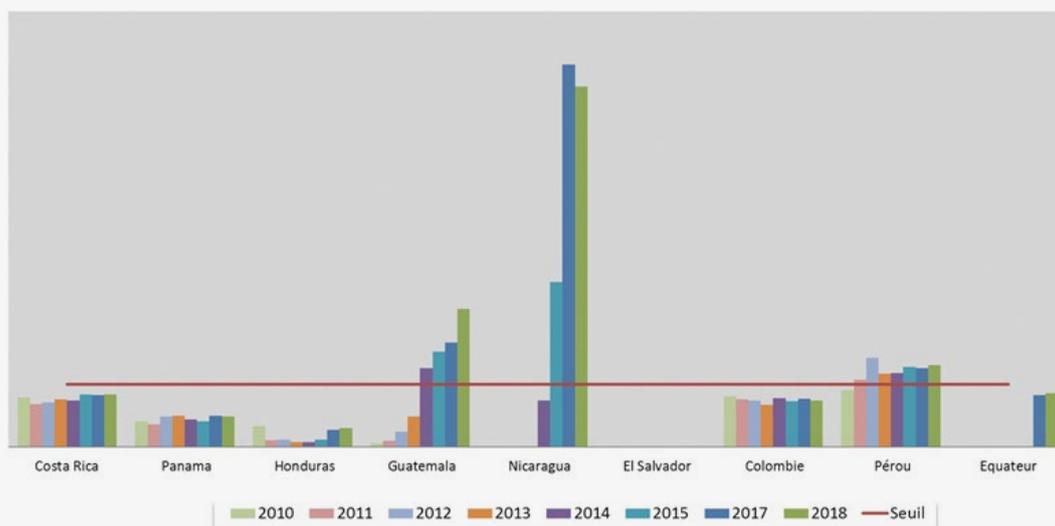
Aujourd’hui, avec l’érosion des préférences douanières des producteurs ACP au sein de l’UE, les producteurs africains ont touché les limites de ces deux dispositifs :

■ Les Mesures d’accompagnement de la banane (MAB), sous-dimensionnées (190 millions d’euros) et éclipsées par les économies cumulées de 2,8 milliards d’euros réalisées grâce aux réductions tarifaires dont ont bénéficié les exportateurs latino-américains depuis 2009 ;

■ Le mécanisme de stabilisation, censé prévenir un sur-approvisionnement du marché européen par les producteurs latino-américains en leur fixant des seuils d’exportation individuels annuels et dont la caducité était prévue à la fin de l’année 2019, n’a jamais été utilisé. Jusqu’en 2017, la Commission européenne n’analysait le prix de gros sur le marché européen

que par rapport aux mois précédents, sans donner d’indication sur l’évolution des prix, et en se contentant d’observer l’absence d’évolution notable. À partir de 2017, la Commission européenne n’a conservé cette analyse que pour le Nicaragua mais pas pour le Pérou et le Guatemala dont la comparaison se faisait par rapport au même mois de l’année précédente, ce qui illustre l’incohérence du mécanisme. L’inefficacité du mécanisme est accentuée d’une part par le niveau trop haut des seuils et, d’autre part, par l’augmentation annuelle de 3 à 5 %, rendant impossible une réelle stabilisation du marché européen de la banane. L’inadéquation des seuils par rapport aux volumes ainsi que la méthodologie changeante du mécanisme aurait dû pousser l’Union européenne à repenser ce mécanisme pour le rendre réellement efficace et éviter de lui conférer une simple dimension symbolique.

**BANANE - MÉCANISME DE STABILISATION - IMPORTATION DANS L’UE EN % DU SEUIL DE DÉCLENCHEMENT À FIN 2018**



Sources : CIRAD / Fruitrop

## C. Les Mesures d'Accompagnement de la Banane et leur déploiement

Les Mesures d'accompagnement de la banane (MAB) sont un soutien financier destiné aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique exportateurs de bananes. La Commission européenne les a adoptées pour compenser l'accord de Genève de 2009 sur le commerce des bananes. Celui-ci a été signé entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les États-Unis afin de mettre un terme aux disputes portées devant l'Organisation mondiale du commerce.

Cet accord, combiné à la multiplication d'accords commerciaux avec les pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale, a amené l'Union européenne à baisser les droits de douane appliqués aux importations de bananes en provenance d'Amérique latine de 176 à 75 euros par tonne. L'UE a mis en place les MAB afin d'aider les producteurs de bananes ACP à faire la transition vers ce nouveau régime.

Les MAB sont une enveloppe de 190 millions d'euros allouée à dix pays bénéficiaires en Afrique (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana) et dans les Caraïbes (Belize, Dominique, République Dominicaine, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Suriname). Les MAB leur ont été distribuées en fonction du niveau de leur commerce de bananes avec l'UE, de l'importance de ce commerce pour leur économie et de leur niveau de développement.

Adoptées en 2010 par la Commission européenne, la mise en œuvre des Mesures d'accompagnement de la banane a commencé début 2013 et doit se conclure en 2020. L'UE s'est engagée à subventionner des projets structurants permettant de renforcer la filière pour des montants d'environ 45 millions d'euros en Côte d'Ivoire, 48 millions au Cameroun et 7 millions au Ghana. À ce jour, la complexité des modalités de mise en œuvre et les retards observés dans le versement de certaines enveloppes n'ont pas permis de tirer pleinement profit de ces mesures d'accompagnement.

La production de la Côte d'Ivoire étant caractérisée par un haut niveau de qualité et de compétence, les MAB se sont concentrées sur l'accroissement de la compétitivité (modernisation de l'équipement et amélioration de l'infrastructure), sur le développement de villages (logements) et sur la diversification des débouchés (établissement de standards, d'un mécanisme de surveillance du marché et d'un centre de mûrissage).

Du fait du niveau technique avancé au Cameroun, les MAB ont été utilisées pour améliorer les conditions sociales des travailleurs et les conditions environnementales de la production bananière, créer de nouvelles plantations, renforcer les capacités à travers notamment la modernisation le terminal portuaire de Douala. En mai 2020, en raison des conséquences économiques de la pandémie Covid-19 et de la situation sécuritaire dans le Nord-Est et le Sud-Ouest du pays, l'Union Européenne a prorogé de deux ans la durée du programme. Cette prolongation permettra aux entreprises de disposer de deux années de plus pour achever les actions engagées.

### OBJECTIFS DES MAB



**Renforcer la compétitivité du secteur de la banane**



**Promouvoir la diversification économique du secteur**



**Gérer les impacts sociaux, économiques et environnementaux**

Au Ghana, l'enveloppe dédiée des MAB, 7 millions d'euros, a permis de financer des projets tels qu'une unité de compostage, des infrastructures sociales (logements, écoles, dispensaires, etc.), du matériel agricole ainsi que la formation des employés de l'industrie bananière et d'entrepreneurs locaux.

Dans un contexte où la compétitivité des producteurs dollar est particulièrement forte, le renouvellement d'appuis permettrait d'apporter à la filière africaine de banane un soutien important dans ses efforts pour continuer à accroître sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

## D. Les avantages compétitifs des producteurs latino-américains

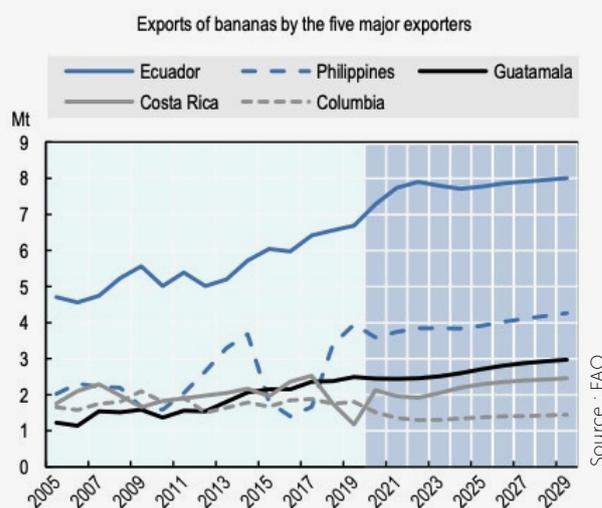
Les producteurs d'Amérique latine conjuguent de larges espaces cultivés marqués par une forte productivité permettant des économies d'échelle et des facilités d'exportation vers l'ensemble des grands marchés mondiaux.

### Des rendements plus élevés

L'avantage compétitif de la banane latino-américaine tient à une conjonction de facteurs qui lui permettent de dégager des marges plus importantes que la banane africaine, malgré la pression sur les prix exercée par la grande distribution.

Le premier avantage compétitif de l'Amérique latine réside dans sa productivité à l'hectare, généralement supérieure à celle des plantations africaines grâce à un environnement agro-pédologique (qualité des sols) et climatique favorables (pluviométrie mieux répartie et suffisante). En Équateur, 12 000 producteurs cultivent 176 000 ha de bananes et exportent plus de 6,5 millions de tonnes faisant de ce pays, de loin, le premier producteur et exportateur latino-américain. Situé dans l'hémisphère Sud, la production de ce pays est positionnée majoritairement au 1er semestre, période où les prix au plan mondial sont historiquement les plus élevés. Par ailleurs le niveau très élevé des techniques de production lié à une grande richesse des sols en fait le seul pays dont la production bananière a pénétré quasiment tous les marchés de consommation du monde.

### EXPORTATIONS DE BANANES EN PROVENANCE DES CINQ PRINCIPAUX EXPORTEURS À HORIZON 2028



### Des marges plus substantielles

La concentration de plus de 75 % des exportations de bananes au monde en Amérique Latine favorise la présence de tous les fournisseurs d'intrants. À titre d'exemple le principal intrant qu'est le carton est intégralement produit dans la zone, voire même dans chaque pays producteur et à des prix inférieurs de 20 à 30 % en raison de l'effet volume et du taux de change euro/dollar. En revanche, les producteurs africains importent aujourd'hui la majeure partie de leurs besoins en cartons (entre 65 % et 75 %), entraînant ainsi des coûts de transport et de manutention, à défaut de l'importation de papier brut destiné à l'usinage local. À noter qu'en Côte d'Ivoire, près d'un tiers des producteurs se fournissent néanmoins auprès de deux usines locales, soit près de 10 millions de cartons par an.

L'Amérique latine bénéficie également de l'effet de masse sur les coûts d'approche des fruits aux ports d'embarquement mais également d'un réseau de transport maritime dont l'offre en matière de destinations est mondiale. De nombreux départs chaque semaine permettent de desservir l'Asie, l'Europe, l'Amérique du Nord mais également la Russie et le Moyen Orient. Dans le même temps au départ de la côte ouest africaine pour des raisons historiques mais également géographiques, les destinations offertes sont essentiellement européennes, marché qui représente près de 80 % des exportations pour les producteurs africains (Côte d'Ivoire, Ghana et Cameroun).

## E. Quelles perspectives pour la banane africaine ?

L'industrie africaine de la banane a le potentiel pour se développer dans les prochaines années.

### Des défis spécifiques à la banane africaine

Dans un contexte de baisse des tarifs douaniers, en même temps que s'achèvent les MAB, le secteur de la banane africaine doit se transformer pour s'adapter à un nouveau contexte économique. La banane africaine fera la différence sur sa pénétration de nouveaux segments de marché, l'organisation professionnelle

de sa filière, la capacité à résister aux maladies et aux variations climatiques et l'adaptation aux nouvelles tendances de consommation (bio, équitable). Afin de réduire ses coûts en intrants, les entreprises africaines de la banane doivent absolument développer une industrie locale d'intrants.

### Des opportunités dans le bio et le Fairtrade

La banane bio et bio Fairtrade représente 12 % du marché français. Elle pourrait représenter dans les prochaines années entre 550 000 et 600 000 tonnes sur le marché européen. La banane bio présente des prix plus stables au détail que la banane conventionnelle, aussi bien de manière interannuelle qu'intra-annuelle, tandis que le prix de détail de la banane conventionnelle ne cesse de baisser depuis une dizaine d'années.

Plusieurs producteurs africains ont commencé à s'engager dans ces deux filières. Par exemple, au Cameroun, depuis 2013, les plantations de la société des Plantations du Haut-Penja (PHP) sont labélisées « Fairtrade ». Sur le segment bio, le Ghana est aussi particulièrement bien positionné.

### Conserver sa part de marché en Europe et développer le marché africain

Les marchés d'Europe de l'Est et de la Russie bénéficient pour l'instant presque exclusivement aux plus grands producteurs d'Amérique latine. En Russie, les déterminants de la demande sont l'embargo sur les fruits et légumes européens, la place de leader de l'Équateur et la baisse des prix mondiaux de la banane, qui empêchent la banane africaine de se démarquer.

L'avenir proche de la banane africaine dépend de sa capacité à répondre à l'augmentation de la demande en Europe de l'Est comme de l'Ouest, sur le continent africain et dans certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Pour pouvoir accéder à l'exportation, de nombreux investissements sont nécessaires pour rendre la banane africaine plus compétitive sur le marché mondial.



# L'AGRICULTURE ET LA BANANE AU CŒUR DES ENJEUX MIGRATOIRES

La maîtrise des flux migratoires est devenue un enjeu essentiel pour les Africains et les Européens. Afin de fixer les populations et donner un véritable avenir aux Africains en Afrique, le développement économique est essentiel, notamment en zones rurales où la croissance de la population est la plus forte. L'Union européenne doit s'attacher à soutenir les industries implantées en zones rurales afin que la démographie africaine soit un atout et non une bombe à retardement.

Fig. 2.1 : Migrations rurales et urbaines par destination (sélection de pays)

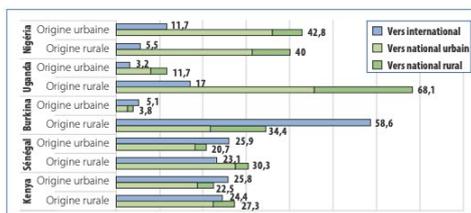
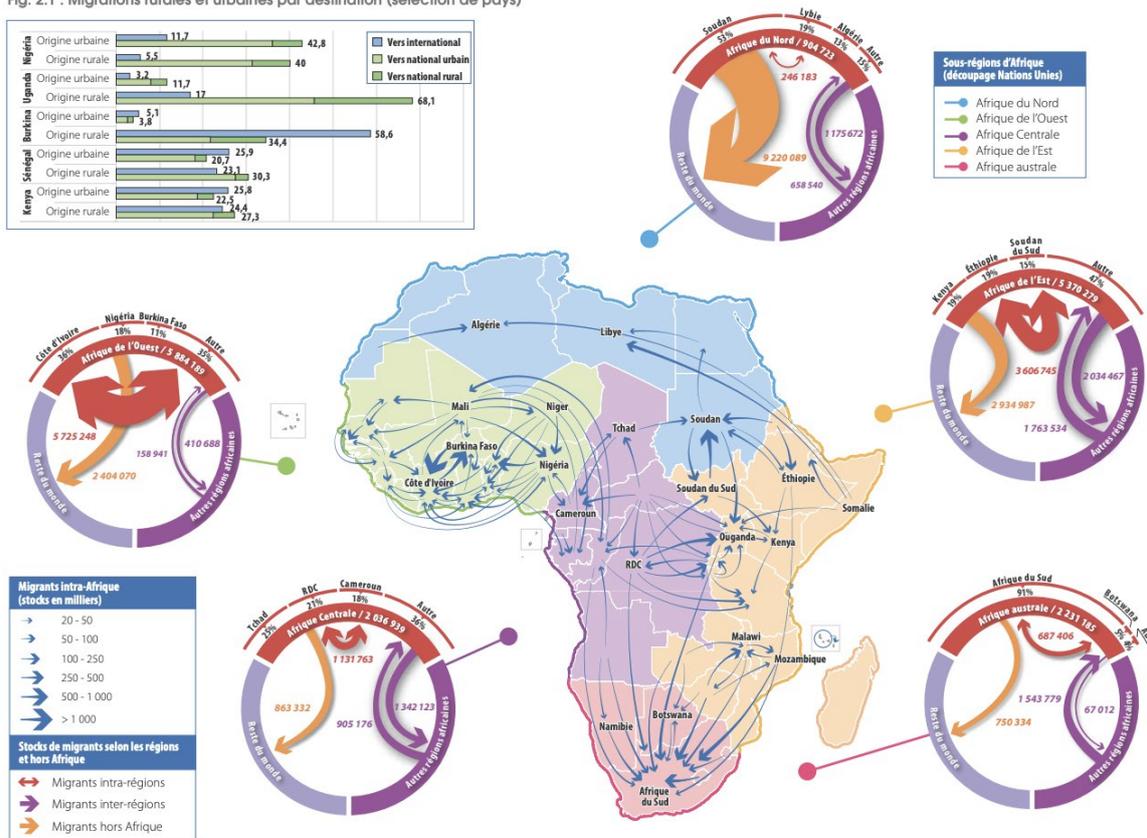


Fig. 2.2 : Migrations internationales intra-Afrique et hors Afrique (2015)



« La croissance de la population se traduit par une forte augmentation de la population active, avec près de 20 millions de personnes appelées à entrer sur le marché du travail chaque année, dont 12 millions dans les zones rurales. Le défi est de créer assez d'emplois pour absorber toute cette main d'œuvre. Ainsi, c'est pour toutes ces raisons que l'agriculture et le développement rural doivent faire partie intégrante de chaque intervention déployée pour faire face aux grands mouvements migratoires »

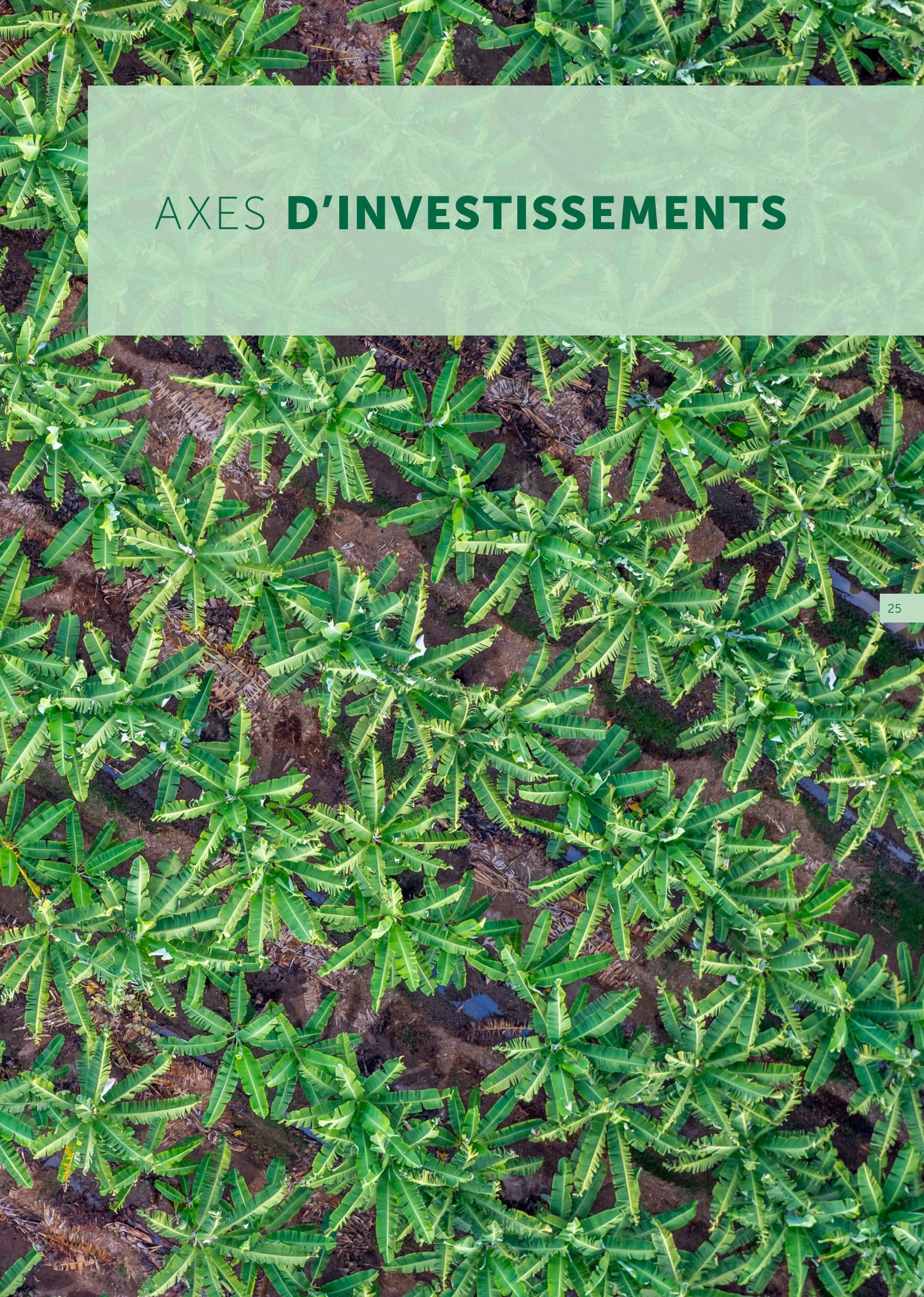
**M. Kostas Stamoulis,**

Sous-directeur général de la FAO  
et responsable du département  
Développement économique et social.

« L'avenir de la jeunesse de l'Afrique ne réside pas dans la migration vers l'Europe, mais bel et bien dans une Afrique prospère. Nous devons transformer les zones rurales, que de zones de misère économique elles se muent en lieux de prospérité économique. Ce qui requiert de nouvelles innovations agricoles et de transformer l'agriculture pour qu'elle devienne un secteur créateur de richesses. Nous devons faire de l'agriculture un choix vraiment "cool" pour les jeunes. Les futurs millionnaires et milliardaires africains seront issus de l'agriculture »

**Akinwumi Adesina,**

Président de la Banque africaine  
de développement (AfDB)



# AXES D'INVESTISSEMENTS

# AXE 1

## CAPITAL HUMAIN ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

---

La terre, l'eau et le soleil sont essentiels pour assurer le développement de la filière, mais au-delà, c'est l'engagement des salariés et leur épanouissement qui est la pierre angulaire de sa véritable émergence. Ainsi, les entreprises africaines du secteur de la banane participent au développement socio-économique et environnemental de leurs territoires, notamment à travers leurs démarches de responsabilité sociétale (RSE). Conscientes de leur rôle moteur, ces entreprises inscrivent leurs actions dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

Cette orientation leur permet de contribuer à la construction d'un avenir meilleur et plus durable pour leurs salariés, leurs familles et les communautés environnantes. Ces entreprises répondent ainsi aux défis mondiaux auxquels elles sont confrontées, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat ou à la dégradation de l'environnement. Ces objectifs de développement durable étant interconnectés, les entreprises africaines du secteur s'efforcent de prendre en compte chacun d'entre eux et chacune de leurs cibles, dans le cadre de leurs opérations quotidiennes.

Dans cette logique, Afruibana collabore avec le World Banana Forum, groupe de travail où l'ensemble des parties prenantes de la chaîne de valeur de la banane s'attache à mettre en place un ensemble de bonnes pratiques durables et responsables. En janvier 2021, Afruibana a signé la charte d'engagement IAM Africa, une initiative multilatérale ayant pour ambition de promouvoir l'agroécologie dans le cadre de la coopération agricole entre l'Europe et l'Afrique tout en veillant à la protection de la biodiversité.

26

### A. Assurer l'intégrité et la santé des travailleurs

Un enjeu majeur de la politique sociale des entreprises du secteur est la préservation de la santé et de la sécurité des travailleurs. L'activité physique intense dans les bananeraies nécessite des plans de prévention des risques professionnels, notamment des accidents du travail.

Un ensemble d'actions visant à prévenir ces risques et à renforcer le port systématique d'équipements de protection individuelle (EPI) est mené au sein des entreprises du secteur bananier. Parce que la sécurité de nos employés est notre priorité, dès l'arrivée de la pandémie Covid-19 tous les effectifs ont été équipés de masques et du gel hydroalcoolique a été mis à disposition. Néanmoins, les EPI actuels ne sont pas toujours adaptés aux conditions de travail dans les milieux tropicaux humides, correspondant au climat d'Afrique de l'Ouest et centrale. Le financement de la recherche pour développer des EPI répondant aux spécificités du travail dans les bananeraies en Afrique doit être enclenché.

La réduction de la pénibilité est un des objectifs principaux de la filière car, d'une part, cela entraîne une amélioration du bien-être des employés et, de l'autre, les performances s'améliorent significativement.

Dans de nombreuses bananeraies aux Antilles et en Amérique latine, des outils de mécanisation (tables élévatrices, palettiseurs automatiques, façonneuses à carton, etc.) sont utilisés pour réduire la pénibilité des tâches pour les employés. En Afrique aussi, ces outils sont progressivement intégrés au sein des différentes étapes de la production de la filière. Cependant, pour les producteurs africains, cette transition vers une filière mécanisée représente plusieurs défis. Par ailleurs, des investissements massifs sont nécessaires pour équiper les différents sites et parallèlement, les employés doivent être sensibilisés en amont aux bénéfices apportés par ces différents outils.



## B. Investir dans le capital humain

Depuis plusieurs années, les institutions internationales insistent sur la nécessité d'investir dans le capital humain dans les pays en développement. Conscientes de cet impératif, notamment en termes de productivité et de potentiel économique, les entreprises du secteur de la banane participent à la valorisation de leur capital humain de diverses manières : formation continue des salariés, priorité aux talents locaux et contribution au rayonnement international des formations agricoles africaines. La filière s'organise donc en collaboration avec ses différents partenaires, pour tendre vers des standards communs qui soient ensuite reconnus auprès des consommateurs en matière de gestion des ressources humaines.

### Assurer la formation continue des salariés

Au sein des entreprises du secteur bananier, le développement des compétences et des parcours professionnels des salariés, quels que soient leur niveau hiérarchique, leur métier ou leur localisation géographique, est essentiel. La banane étant un fruit délicat et technique à cultiver, elle nécessite six fois plus de mains par hectare que l'huile de palme.

Considérant qu'une importante partie de la main-d'œuvre est non qualifiée et que le métier de la banane demande d'adapter continuellement ses techniques de production, beaucoup d'entreprises du secteur ont construit, sur leurs propres sites, des centres de formation consacrés au développement des compétences des salariés et à l'apprentissage au profit de jeunes sortis du système scolaire classique et

qui veulent se lancer dans un métier de l'agriculture. Ces centres peuvent également servir de lieux de formation pour les opérateurs souhaitant se réorienter vers d'autres fonctions. Enfin, avec la mécanisation progressive des différentes étapes de la production, des opérateurs spécialisés en électromécanique seront de plus en plus indispensables au sein des plantations. Pour cela, l'offre de formation doit permettre aux actuels employés d'acquérir en interne ces compétences spécifiques pour pouvoir accompagner la transformation des modes de production.

Les salariés sont ainsi accompagnés vers des parcours de formation pluriannuels qui permettent d'enrichir leurs compétences et d'accéder à des postes à responsabilité au sein de leurs entreprises.



## Miser sur les talents locaux et contribuer au rayonnement international des formations agricoles africaines

Le recrutement de salariés locaux est privilégié, parmi des profils formés localement comme à l'international. Ce brassage des cursus et des expériences est essentiel à la réussite des projets sur le terrain.

En complément, les entreprises de dimension internationale du secteur de la banane pourraient participer au renforcement des formations universitaires agricoles en jouant un rôle d'intermédiaires entre des universités étrangères et des universités africaines. Ainsi, les départements des ressources humaines et chargés de la formation pourraient être des interlocuteurs pour encourager la mobilité des étudiants, des travailleurs en formation d'une université africaine à une université étrangère et permettre progressivement une reconnaissance des diplômes. Les centres de formation de ces entreprises peuvent également offrir des parcours de formations diplômantes spécialisées dans les métiers de la banane.

Les États africains ont un rôle clé à jouer sur cette question. En effet, avec la mise en place de partenariats entre les établissements de formation locaux et les entreprises de la filière de la banane, les pouvoirs publics disposent d'un important levier d'amélioration de l'employabilité des jeunes africains.

L'accès des populations à des emplois de qualité est une condition sine qua non du développement national. Comme en témoigne la création en Côte d'Ivoire de l'Agence Emploi Jeunes, que ce soit pour les bailleurs de fonds ou les États, cet objectif est une priorité. Les acteurs de la filière banane, conscients de ces enjeux, sont enclins à la signature de conventions avec les différentes agences publiques dédiées à ces questions.



## C. Promouvoir le travail décent et un marché du travail inclusif

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le travail décent résume les aspirations des êtres humains au travail. Il regroupe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes.

Cette définition du travail décent correspond à celle que les producteurs africains s'efforcent d'appliquer au secteur en garantissant ces conditions de travail à l'ensemble des salariés de la chaîne de valeur.

### S'engager contre le travail des enfants

Le travail des enfants est un fléau invisible dans de nombreuses régions du monde. Il contribue à entretenir un cycle de pauvreté en diminuant les possibilités des enfants d'accéder à l'éducation en se rendant à l'école. L'agriculture, les mines et le secteur de la construction sont les principaux secteurs concernés par cet enjeu.

Dans la continuité des démarches mises en place pour assurer des méthodes de production durables, les producteurs africains de bananes sont tous engagés pour lutter contre le travail des enfants dans le secteur agricole. Depuis 2003, chacun des trois principaux pays africains exportateurs de bananes est signataire de la « Convention 182 sur les pires formes de travail » qui engage ses adhérents à mettre en place un programme d'action pour lutter contre

l'exploitation de mineurs. Dans les exploitations des membres d'Afruibana, il est donc strictement interdit de recruter et d'employer des mineurs.

Conformément à la définition de l'OIT, Fairtrade Max Havelaar fait la distinction entre les enfants qui travaillent, et les enfants travailleurs exploités. Dans le secteur agricole, il est courant néanmoins que les enfants aident leurs parents et travaillent à leurs côtés dans des petites exploitations familiales, car leur revenu est vital pour un grand nombre de familles. «Les enfants qui travaillent» sont des enfants dont le travail ne les empêche pas d'aller à l'école et ne nuit pas à leur formation. Les membres d'Afruibana qui travaillent avec des petites exploitations familiales s'assurent aux côtés des syndicats et d'associations qu'aucun abus n'est commis dans ce sens.



## Favoriser l'emploi des femmes

D'après une étude menée par Banana Link en 2015<sup>9</sup> et publiée par la FAO pour le compte du Forum mondial de la Banane, l'emploi des femmes dans le secteur bananier en Afrique varie de 11 % en Côte d'Ivoire à 21% au Cameroun. Comme tous les secteurs agricoles, cet aspect reste perfectible sur le plan de l'égalité des genres au niveau professionnel. Souvent, les femmes doivent supporter le « triple fardeau » du travail dans les plantations, des tâches domestiques et des soins des enfants.

Pour favoriser l'emploi féminin, plusieurs entreprises du secteur de la banane ont pris différentes initiatives qu'il s'agit de soutenir et de déployer à l'ensemble de la filière : mise en place de crèches d'entreprise, promotion de l'emploi féminin et, notamment parmi les cadres, organisation des femmes au sein de comités pour porter collectivement leur voix auprès des employeurs, encouragement à briguer des postes à responsabilités, soutien à des projets communautaires à destination des femmes.

C'est le cas de Golden Exotics Limited (GEL) au Ghana qui a travaillé sur cet enjeu avec Banana Link. Dans son rapport 2018-2019, Banana Links souligne que l'emploi féminin est passé de 7 % à 11 % en un an au sein de l'entreprise grâce à l'engagement de la direction. Désormais l'entreprise vise 40 % de recrutements féminins aux différents postes sans discrimination, que cela soit dans les champs ou en station de conditionnement.



## Garantir un revenu décent

Les entreprises africaines de la banane s'engagent en faveur du travail décent, dans des régions souvent durablement touchées par le chômage. Une rémunération décente des travailleurs dépend de l'effort financier engagé sur l'ensemble de la chaîne de valeur, ce qui est incompatible avec la pression exercée par la grande distribution sur les prix. Afruibana, aux côtés de nombreuses associations de producteurs de fruits, appelle donc la grande distribution à une politique d'approvisionnement responsable au moyen d'un prix d'achat juste afin de garantir des conditions de travaux décentes et rémunératrices à l'ensemble des salariés du secteur.

En Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Ghana, l'industrie de la banane fournit plus de 30 000 emplois directs et 50 000 emplois indirects. Malgré la volatilité des

prix du marché, l'importance de mettre en place une rémunération juste et garantie est centrale : elle impacte directement le développement des zones rurales.

Ainsi, les sociétés de production au Cameroun, Ghana et Côte d'Ivoire octroient toutes des salaires et avantages sociaux supérieurs aux minimas sociaux. Le salaire n'est pas l'unique levier d'amélioration du revenu. Des avantages concrets sont mis à disposition: au Ghana et en Côte d'Ivoire respectivement 2 766 et 250 habitations ont été construites pour les employés des exploitations ainsi que nombreuses autres infrastructures sanitaires et sociales souvent mises à disposition à l'ensemble des habitants de la zone d'implantation de la bananeraie comme présenté dans les parties suivantes.

## D. Développer le « territoire du fruit »

En s'implantant dans les territoires ruraux, les entreprises du secteur bananier participent à bâtir de véritables « lieux de vie » pour les travailleurs du secteur ainsi que pour les populations environnantes. De plus, celles-ci, conscientes de leur poids dans l'économie locale, contribuent activement au développement communautaire en travaillant avec des prestataires locaux.

### Bâtir des nouveaux « lieux de vie »

L'amélioration du niveau de vie global des salariés est un des axes majeurs de la politique RSE des entreprises du secteur bananier. Globalement, les entreprises du secteur contribuent à une meilleure qualité de vie des employés dans les zones de production à travers différentes mesures : facilitation de l'accès à l'eau potable et à l'électricité, construction et rénovation de logements, mise en place de systèmes de transports collectifs entre les zones d'habitation et les zones de travail. Les acteurs de la filière interviennent également pour faciliter l'accès aux soins en construisant des hôpitaux et des centres de santé. Ils contribuent également à l'amélioration du niveau d'éducation des populations à travers la construction et la gestion d'écoles, la rénovation de salles de classe, la distribution de fournitures scolaires. Dans certains cas, des bourses d'étude sont attribuées pour financer le parcours scolaire des plus méritants jusqu'à l'université.

À Kasunya, dans la région du Grand-Accra, l'Union européenne a apporté son soutien technique et financier à l'entreprise Golden Exotics Limited (GEL) pour un projet de logements et d'infrastructures sociales dont le coût est estimé à 5,9 millions d'euros. Grâce à ce soutien apporté dans le cadre des MAB, entre 800 et 1 000 personnes vont pouvoir vivre

dans cette nouvelle zone résidentielle, dans laquelle un centre d'action sociale est également en cours de construction. Les logements, dont la construction a été terminée au printemps 2020, ont été mis à disposition au mois de juillet.

L'accès à la propriété est envisagé comme la prochaine étape dans le développement de cette politique. Afin que les salariés puissent devenir propriétaires de leur logement dans les villes intermédiaires à proximité, des mécanismes innovants de financement doivent être étudiés en concertation entre les individus concernés, l'entreprise propriétaire des logements et des banques locales.

Historiquement, les logements des employés ont été situés au cœur des plantations. Néanmoins, de nouveaux acteurs de la filière, notamment en Côte d'Ivoire, encouragent la transition vers des habitations au sein des villages voisins. La filière s'efforce en parallèle de contribuer au développement des communes au sein desquelles vivent les travailleurs, tout en facilitant le transport de leurs domiciles aux plantations. Ce modèle qui sépare clairement « habitat » et « plantation » est celui que la filière souhaite privilégier à l'avenir.



## S'intégrer dans un écosystème

Les politiques RSE des entreprises du secteur bananier contribuent à de nombreuses autres externalités positives, notamment à travers le développement économique des territoires de production.

Deux axes d'action sont prioritaires pour permettre aux territoires du fruit de se développer et de diversifier leur richesse : d'une part, à travers la promotion de l'entrepreneuriat, et, d'autre part, avec le développement d'un cadre d'agriculture contractuelle avec les producteurs locaux.

Dans un territoire très lié à une matière première, ici agricole, il est indispensable de diversifier l'économie en permettant aux habitants de créer de nouvelles activités économiques. Les entreprises du secteur bananier peuvent ainsi soutenir, financièrement et techniquement, des entrepreneurs évoluant dans leur

zone, notamment en créant des partenariats avec des producteurs locaux, qui représentent encore près de 80 % des agriculteurs africains. L'appui des entreprises de la banane permet à ces producteurs de bénéficier notamment d'importants partages de compétences et d'accéder à des réseaux de distribution qui auraient été autrement difficiles à sécuriser : appui technique, accompagnement vers la certification, développement de pratiques agricoles respectueuses de l'homme et de l'environnement. Les partenariats ainsi noués leur garantissent un revenu régulier.

L'apport des grandes entreprises dans la facilitation de l'accès au marché, notamment en permettant aux exploitants de taille modeste de bénéficier de facilités logistiques et d'accès à des réseaux de distribution locaux et internationaux, est essentiel.

## AXES D'APPUI DES GRANDES ENTREPRISES DU SECTEUR DE LA BANANE AUX PRODUCTEURS LOCAUX

1

**La relance des productions villageoises avec une assistance technique (plans agronomiques, qualité, certifications, formations, approvisionnements en intrants)**

2

**La sécurisation des débouchés commerciaux avec la mise à disposition de circuits logistiques permettant d'exporter et de distribuer sur ses différents marchés (sous régional, régional et européen)**

3

**Le renforcement de leur autonomie afin qu'ils développent leurs propres canaux de distribution, avec une maîtrise de tous les paramètres d'une entreprise de production et la capacité à gérer l'approvisionnement de leurs intrants**



Trouver des synergies entre  
petits producteurs et groupe industriel :

## LE CAS DE LA CLÉ DES CHAMPS AU GABON

Au Gabon, à Lambaréné, le groupe français Eramet démarre l'exploitation d'une mine de terres rares. Soucieux de maîtriser ses impacts sociaux et faire en sorte que les populations riveraines du site puissent profiter de retombées positives des activités déployées, le groupe travaille avec classM, un cabinet de conseil en développement durable, pour mettre en place des solutions.

classM a créé **La Clé des Champs**, une centrale d'achats en produits vivriers, structure intermédiaire permettant de fournir les besoins du projet en s'approvisionnant localement. Aujourd'hui, plus de 200 agriculteurs sont impliqués dans le projet et fournissent des fruits et des légumes à la cantine du site minier. À travers La Clé des Champs, les populations riveraines se sentent impliquées dans le projet industriel en cultivant une relation dans la durée autour d'activités créées pour aligner les intérêts de toutes les parties prenantes.

Ce modèle se décline de plus en plus en Afrique centrale et Afrique de l'Ouest, facilitant la synergie entre de grands groupes industriels et des petits producteurs locaux, dont des producteurs de bananes.



# AXE 2

## R&D ET MODERNISATION DES PRATIQUES CULTURALES

---

La transformation des systèmes agricoles pour assurer leur durabilité et leur résilience passe par un effort important d'investissements en R&D combiné à une modernisation et un renouveau des pratiques culturelles.

La mise en place de nouvelles pratiques agroécologiques sur des cultures conventionnelles ou via des itinéraires biologiques doit permettre de contribuer à une transformation durable de l'agriculture. En fonction des différentes contraintes naturelles (sols, climat), les producteurs africains ont tendance désormais à favoriser les cultures bio ou pratiquant l'agroécologie. C'est notamment le cas du Ghana qui s'est positionné très tôt sur ce créneau bio.

Toutes ces solutions favorisent également l'amélioration du bilan carbone de la filière, s'inscrivant dans une logique «De la fourche à la fourchette» pour une alimentation durable où les producteurs africains cherchent à limiter dans la mesure du possible l'emploi de produits synthétiques.



## A. Réduire l'usage de produits phyto-pharmaceutiques de synthèse

Pour faire face aux contraintes parasitaires et aux ravageurs du bananier, un éventail de nouvelles pratiques de culture doit être développé puis généralisé pour réduire voire supprimer l'usage encore fréquent de produits phytosanitaires.

Quelques exemples de ces nouvelles méthodes qui doivent être renforcés : les jachères assainissantes, les plantes de service, de nouveaux traitements en post-récolte, les produits de biocontrôle, un monitoring très précis des infestations...

Les jachères assainissantes, associées à des plantes de service soigneusement sélectionnées, doivent permettre de réduire les herbicides et les insecticides

durablement après la replantation à l'issue de la jachère. Les plantes de service peuvent également être développées sous les bananeraies supprimant ainsi les herbicides. L'implantation favorable de ces plantes de service passe par des tests préalables de différentes variétés selon les conditions de chaque terroir.

Pour lutter contre la cercosporiose, le principal fléau du bananier qui prospère en milieu humide, il existe des solutions de biocontrôle qui permettent de réduire ou de supprimer l'usage de fongicides selon les conditions pédoclimatiques de chaque terroir. Seul un monitoring très précis des niveaux d'infestation peut permettre de réduire les produits de traitement au minimum.

## B. Réduire le recours aux engrais de synthèse

La mesure précise des apports et des besoins via des analyses de sol et de feuilles sur toutes les parcelles plantées est nécessaire pour mieux quantifier les apports et réduire leur dispersion dans le milieu.

La fabrication et l'utilisation de compost et d'engrais organiques est également un autre moyen de réduire les apports d'engrais de synthèse mais il nécessite des investissements préalables conséquents avec la création de centres de traitement, de stations de compostage et la création de filières d'approvisionnement en matière organique qui ne sont pour l'instant pas structurées en Afrique.

Pour gagner en autonomie et en capacité de production de compost et d'engrais organiques, réserver des surfaces dédiées pour produire de la biomasse ou intégrer de l'élevage est une solution à étudier mais qui nécessite un investissement et une implication importante.

Au-delà d'une meilleure productivité à long terme, ces solutions permettent de renforcer la durabilité des sols avec une biodiversité plus riche et une optimisation de la consommation d'eau nécessaire à l'absorption des nutriments dans le sol.

## C. Promouvoir des itinéraires agricoles à Haute Valeur Environnementale

Les itinéraires agricoles certifiés en Agriculture Biologique nécessitent des investissements conséquents au démarrage et induisent des rendements plus faibles (environ 15%). La transition d'une culture conventionnelle vers le bio est également possible mais il faut pouvoir en supporter la charge financière pendant au moins 3 ans pour pouvoir vendre avec les conditions Bio.

D'autres itinéraires agricoles à Haute Valeur Environnementale sont actuellement cours de développe-

ment comme le « zéro pesticide » mais leur aboutissement en Afrique reste lié à des programmes de recherche et des tests.

Pour être dûment valorisés, ces itinéraires à Haute Valeur Environnementale nécessiteraient qu'ils soient distingués par un label certifié reconnu par les consommateurs. Ces différents itinéraires permettent de fortement limiter l'impact sur le milieu, notamment par l'absence de produits de synthèse.



## D. Innover via la recherche variétale

Que ce soit pour lutter contre la cercosporiose mais surtout contre la fusariose TR4 (face à laquelle il n'existe aucun traitement à ce jour), la mise en place de programmes de recherche variétale ou de nouveaux moyens de lutte est plus que jamais d'actualité. Le risque dans le pire des cas est de voir disparaître des surfaces énormes de culture de bananes.

La contamination étant causée par le déplacement de sol ou d'eau contenant les spores, la principale prophylaxie consiste à ce jour à désinfecter tous les équipements susceptibles de transporter de la terre à l'intérieur des bananeraies et de limiter tout déplacement de matériel végétal issu de zones à risque.

La recherche de variétés résistantes au changement climatique et aux ravageurs se concentre à la fois sur l'hybridation avec des variétés autres que la Cavendish, sur l'amélioration des procédés de transport et de mûrissement pour servir les mêmes marchés que la Cavendish originale, et sur l'exploration de techniques de mutation génétique (CRISPR) pour résister à la sécheresse, aux maladies et renforcer ses qualités organoleptiques.

Le CIRAD est à la pointe dans ce domaine et en fait un domaine de recherche prioritaire. D'autres organismes africains et européens de recherche doivent participer à ces travaux.

## E. Diversifier les cultures, optimiser les surfaces

Tout agriculteur sait qu'il doit écouter la terre pour l'utiliser à son plein potentiel. Les entreprises du secteur de la banane n'hésitent donc pas à implanter d'autres cultures selon les zones. La diversification des terroirs moins favorables à la banane vers la production de cacao est par exemple en phase de test à petite échelle au Cameroun, avec la première étude d'évaluation réalisée en novembre 2018 par le CIRAD.

Il existe quatre formes de diversification des terroirs : soit l'implantation d'espèces forestières pour reboiser, soit planter des périmètres de production de biomasse pour le compost, soit associer des cultures en inter-rang (bananes et légumineuses par exemple), et enfin introduire de l'élevage sur une période de 3 à 5 ans pour permettre d'assurer le pâturage, le ré-enrichissement des sols et la production de foin pour le compost.

Par ailleurs, le maintien de zones « tampons » en périphérie des espaces cultivés permet aussi de préserver la biodiversité. Elles présentent également un fort intérêt pour maîtriser et limiter les transferts de contaminants d'origine agricole.

Ainsi, au Ghana, malgré les pressions foncières des communautés locales, 730 hectares directement limitrophes des zones de cultures certifiées biologiques ont été volontairement conservés en espaces improductifs en 2018. La mise en place de pratiques vertueuses sur des parcelles agricoles doit s'accompagner d'un aménagement du territoire environnant sur mesure. Cet effort particulier s'inscrit dans une démarche durable de préservation de la biodiversité restaurée à travers l'évolution des pratiques agricoles.

## F. Réduire l'usage des plastiques

Aujourd'hui, la filière assure un recyclage intégral des plastiques utilisés pour la production. À titre d'exemple, on peut estimer la consommation d'Afruibana à 3300 tonnes de plastique par an. Au quotidien, des réflexions sont menées pour prioriser le recyclage des intrants avec notamment la réutilisation du plastique pour la construction des cornières.

Le remplacement des plastiques est crucial pour la protection de l'environnement. Des alternatives à base d'algues ou de maïs existent déjà. Ces alternatives sont pour le moment trois fois plus coûteuses que l'utilisation de plastiques.

Pour les développer et les adapter au secteur de la banane, il est envisagé un partenariat avec le CNRS et l'Agence nationale pour la recherche (ANR), notamment grâce au financement de thèses qui ouvrent la voie à des brevets dont les financeurs seraient copropriétaires.

Un autre exemple est l'utilisation de stickers pour chaque produit qui consomme des ressources non renouvelables. L'alternative la plus durable à long terme est l'utilisation du marquage par laser.

Pour cela, il existe plusieurs entreprises spécialisées, mais dont les solutions sont pour l'instant trop chères (200 000 € par machine pour 50 machines requises) dans un contexte où la réglementation européenne n'oblige pas l'ensemble des producteurs à adopter cette solution.

Il est important de noter que les producteurs africains ne sont pas les décisionnaires du mode de conditionnement des bananes, principalement imposé par la grande distribution européenne à qui ces fruits sont destinés. La réflexion doit donc se faire avec l'ensemble des parties prenantes de la filière banane pour réduire l'usage du plastique.

Enfin, la question de la consommation de palettes est l'un des grands chantiers à mener pour améliorer la performance environnementale de la production de bananes. Aujourd'hui achetées par les producteurs africains, elles sont ensuite récupérées par les clients finaux à qui se destinent les cartons de banane. Pour effectuer la transition vers l'utilisation de palettes réutilisables, les coûts de rapatriement de ces palettes sont trop conséquents pour pouvoir à ce jour être pris en charge uniquement par les acteurs de la filière.



# AXE 3

## CHANGER DE MODÈLE AGRICOLE POUR UNE MEILLEURE PRODUCTIVITÉ

### A. Développer les programmes de formation et promouvoir les talents locaux

La banane est un fruit délicat nécessitant beaucoup d'attention au champ. La dimension humaine de la productivité est donc essentielle. Dans un métier nécessitant en moyenne six fois plus de main-d'œuvre que pour celui de l'huile de palme, l'enjeu de la formation est central. Ce livre blanc présente, dans son Axe 1 relatif à la dimension sociale et au développement des territoires, le détail des mesures en matière de programmes de formation et de développement des talents locaux dans le but d'améliorer les gestes visant une meilleure productivité tout en assurant les niveaux de qualité exigés.

### B. Optimiser les facteurs de production à travers les nouvelles technologies

L'augmentation de la production passe également par une meilleure maîtrise des facteurs de production au champ. Le recours à l'informatique et aux nouvelles technologies (GPS, objets connectés, drones), qui permettent de suivre les plants de bananiers et les régimes tout au long de leur développement, peut contribuer à maximiser la densité de bananiers ainsi que le nombre de régimes récoltés et leur qualité (poids et calibre) en minimisant les pertes et en optimisant la récolte.

39

## FOCUS PROJET : DÉVELOPPER L'USAGE DES DRONES DANS LES BANANERAIES

**La technologie drone est de plus en plus utilisée dans le secteur agricole. L'utilisation de ces équipements électroniques permet « une agriculture de précision » qui augmente l'efficacité agricole. En effet, les drones permettent d'effectuer très rapidement et avec une empreinte minimale différentes opérations de relevés. Les informations recueillies, une fois traitées avec les outils adéquats, apportent une aide précieuse aux agriculteurs dans leur prise de décision.**

Également, l'évolution de la technologie drone permet de développer des équipements capables d'emporter des charges significatives et ouvre ainsi des perspectives pour l'application ciblée de solutions de traitement contre la cercosporiose.





## C. Intégrer les problématiques de déforestation au sein des politiques de croissance

L'intégration progressive d'outils tendant vers une optimisation des capacités de production des exploitations bananières s'inscrit dans une démarche de croissance réfléchie. En effet, au lieu de construire l'effort d'augmentation des volumes de production sur celui des espaces non-cultivés, les cultivateurs africains tendent pour atteindre ces objectifs vers une transformation des modes de production sur les zones déjà cultivées.

Cette démarche est reconnue par des labels indépendants : les plantations sont certifiées à la norme du réseau de l'Agriculture Durable (SAN) depuis 2016. Également, depuis 2000, un programme de protection des forêts a été mis en place. Les zones avoisinantes des espaces cultivés sont ainsi soumises à un plan de gestion précis incluant des politiques de reforestation.

40

## D. Améliorer la gestion de l'irrigation

Le bananier étant une plante exigeante en eau, il est essentiel de pouvoir gérer l'irrigation en fonction des besoins des plantations.

Dans un premier temps, cela peut passer par une meilleure évaluation de ces besoins basée notamment sur des mesures météorologiques plus précises et une

meilleure compréhension de la dynamique de l'eau dans le sol (sondes capacitatives, tensiométriques etc).

Par ailleurs, l'automatisation des réseaux d'irrigation peut permettre un pilotage de l'irrigation plus précis et plus fiable et donc plus économe en eau.

## E. Mieux valoriser les terres agricoles et protéger la biodiversité

La culture de la banane nécessite des surfaces aussi planes que possibles pour pouvoir y installer les méthodes les plus performantes en ce qui concerne le transport des régimes, le drainage et la sécurisation des bananiers (cableway, haubanage aérien, etc.). Dans certains cas, des plantations installées sur des terres peu ou insuffisamment planes peuvent être déménagées vers des zones propices à l'installation de ces méthodes et permettre ainsi un gain de productivité.

À côté des plantations conventionnelles, les membres d'Afruibana développent des plantations biologiques qui requièrent davantage de surfaces agricoles et créent dans ce sens des zones tampons. Au-delà d'intercepter les flux d'eau et de substances, celles-ci

peuvent être utilisées pour planter d'autres cultures en vue de faire barrière aux maladies éventuelles ou pour le pâturage du bétail, permettant ainsi d'obtenir à partir du fumier des fertilisants organiques qui pourront être épandus sur les parcelles en substitution des engrais. Les méthodes traditionnelles peuvent donc être efficaces et intéressantes à utiliser.

La protection de la biodiversité est un enjeu impératif pour la durabilité de la filière, mais aussi pour les zones rurales dans lesquelles les plantations sont implantées. Ainsi, toute forme de collaboration avec les autorités locales, souvent tout aussi mobilisées sur le sujet, pourrait sans aucun doute être un atout incontournable pour renforcer l'efficacité de la sauvegarde de la biodiversité.

## F. Investir dans les infrastructures et les équipements

Toute nouvelle surface nécessite des infrastructures spécifiques à la culture bananière : un système d'irrigation et de drainage, un réseau de cableway afin de transporter les bananes vers les stations de lavage et d'emballage en minimisant les chocs, ainsi qu'un système d'haubanage pour sécuriser les pieds lors des épisodes de vents. Ces infrastructures coûtent entre 20 000 et 30 000 euros l'hectare.

Les plantations requièrent par ailleurs un certain nombre de machines agricoles, telles que des tracteurs pour le transport et l'épandage des intrants agricoles ou pour la récolte des régimes. Contrairement à d'autres cultures (le palmier, l'hévéa, etc.), celle de la banane est très technique et exige de réaliser certaines actions dans une fenêtre temporelle étroite, ce qui nécessite un équipement suffisant et performant dans la durée.

## G. Sécuriser le foncier et respecter les droits de propriété et coutumiers

La sécurisation du foncier est la condition nécessaire pour pérenniser et développer les plantations. Or la location des terres ne peut se faire que si les registres cadastraux sont entièrement disponibles et mis à jour.

Dans de nombreux cas, les titres fonciers n'existent pas en Afrique. Il faut alors sécuriser les titres par une démarche auprès des autorités traditionnelles qui permettent l'adhésion des populations locales. Des baux de location peuvent être signés, devant les propriétaires désignés par les autorités traditionnelles et ces dernières, et devant les autorités administratives (en général les préfectures ou sous-préfectures concernées).

La concertation est donc essentielle dans la gestion du foncier, que ce soit pour des plantations ou des zones protégées, afin que l'entreprise, l'État, les autorités et les populations locales s'accordent sur l'occupation de l'espace et pérennisent leur usage ou leur non-usage. Le respect du droit coutumier et

du droit de propriété, le non recours à l'expropriation sont essentiels pour permettre une véritable adhésion des populations locales aux projets agricoles.

Lorsque les titres fonciers existent, il faut évaluer leur état à l'égard du droit. Il s'agit d'identifier les propriétaires des terres, d'évaluer si les loyers sont versés par les locataires et de gérer les dommages liés à des expropriations passées le cas échéant. C'est par exemple ce qui doit être réalisé dans le cadre du projet M'bang'a au Cameroun (voir le focus projet).

Dans certains cas, les grandes exploitations peuvent également mettre à disposition une partie de leurs terres pour des petits producteurs. C'est le cas par exemple du domaine de Grand Fleuve en Côte d'Ivoire qui a mis en place un projet d'aide aux employées féminines en leur mettant à disposition des terres de l'exploitation cultivables dans le cadre d'un partenariat avec l'IECD pour le projet TRANSFORM.



---

## FOCUS PROJET :

# RECRÉER UN PROJET BANANIER SUR LA PLANTATION DE M'BANGA AU CAMEROUN

---

**À partir d'une ancienne plantation située à M'Banga dont les terres ne sont plus exploitées, les membres d'Afruibana ont l'ambition de recréer un projet bananier de 1 100 à 1 200 hectares qui mettrait en valeur les terres cultivables et ferait appel aux personnels déjà formés.**

Ce projet nécessite d'abord d'établir une situation très claire du foncier afin de pouvoir faire des propositions de nouvelle activité détachée de tout lien avec l'ancienne société. Cela consiste donc à demander aux autorités de faire l'état des lieux des baux afin de clarifier les choses avec les communautés locales et les autorités traditionnelles et officielles en vue d'éviter toute contestation future. Il faut ensuite mettre en place les infrastructures (irrigation, drainage, cableway, etc.) et acheter les équipements et les machines nécessaires.

Le projet vise à créer un noyau agro-industriel moderne et compétitif au cœur de la plantation, autour duquel seraient établis deux espaces réservés respectivement aux petits planteurs propriétaires des terres (100 hectares) et à des planteurs agro-industriels camerounais (300 hectares).

Sur ces surfaces, les membres d'Afruibana mettront en place leur politique de RSE, qui pourrait se concrétiser par plusieurs actions : construction de logements pour les travailleurs et leurs familles, de centres de formation, d'un dispensaire pour être en mesure d'apporter des soins immédiats aux travailleurs, et d'écoles dans les villages environnants qui seraient ouvertes tant aux villageois qu'au personnel de la société.

Les membres d'Afruibana ont présenté leur projet aux populations locales et au ministère de l'Agriculture, qui s'y sont déclarés favorables.



# AXE 4

## UN « PACTE VERT » POUR LA BANANE

Alors que la Commission européenne a l'ambition de faire de l'Europe le premier continent neutre pour le climat avec l'annonce de son Pacte Vert, les pays africains – parmi les plus touchés au monde par l'impact du réchauffement climatique – s'engagent également en faveur de la transition énergétique et vers des pratiques durables, comme en témoignent les mesures prises par le secteur privé africain, notamment dans la banane.

### A. Renforcer le raccordement et l'électrification des fermes

L'un des premiers enjeux consiste à raccorder entièrement les fermes au réseau électrique. Encore aujourd'hui, plusieurs plantations bananières ne sont pas encore électrifiées car elles sont loin du réseau national.

Les nouveaux projets de développement de surface nécessiteront également des raccordements au réseau électrique. Sur ces projets il faut développer la totalité des installations électriques (les lignes moyenne tension et basse tension, ainsi que les équipements de pompage et de protection) et sans aide extérieure, ils ne pourront être réalisés dans leur totalité.

Au Cameroun, tous les sites ont été raccordés au réseau électrique, notamment grâce à l'aide des MAB. Il reste néanmoins quelques sites de pompage, d'irrigation et de drainage, plus éloignés des stations principales, à équiper en lignes moyenne et basse tension et en systèmes de pompage. Le montant des investissements est estimé à un peu plus de 1 million d'euros.

Au-delà du raccordement des sites, une réflexion est en cours en ce qui concerne la négociation commune des tarifs d'électricité en vue d'amplifier le pouvoir de négociation des membres d'Afruibana et baisser les prix.

43

### B. Augmenter l'usage du solaire

Les membres d'Afruibana réfléchissent à des programmes de construction de fermes photovoltaïques en raison du climat très ensoleillé dont ils bénéficient et de la proximité entre production et utilisation que ce système permet.

L'électricité solaire produite serait utilisée pour les activités liées au fonctionnement de la plantation (station de conditionnement), et en particulier pour l'irrigation, qui demeure le plus important poste de dépense énergétique. Les éventuels surplus d'énergie seraient reversés au réseau local et profiteraient à l'ensemble des populations.

Il est important de noter que le développement de l'énergie solaire requiert un équipement résistant et adapté à un environnement tropical et humide afin de limiter les coûts de maintenance.



### C. Développer la méthanisation des écarts de triage de bananes

Afin de produire de l'électricité, les membres d'Afruibana ont commencé à réfléchir à la méthanisation des écarts de triage de bananes (bananes refusées à l'export et hampes de régimes). Ils disposent de sites, notamment dans les bananeraies bio du Ghana, consacrés au compost à partir de bananes, des déchets de décorticage de café et de cacao, de cartons à recycler, etc. Ils ont

besoin d'investissements pour isoler, capturer et réutiliser le méthane issu de ce compost, dont une partie pourrait, une fois convertie en électricité, être reversée au réseau de production locale. Il s'agit également de créer des unités suffisamment importantes pour que la quantité de méthane récoltée soit utile.

## D. Mener la transition écologique du transport maritime

### Accompagnement vers la transition écologique des carburants maritimes

Au sein des membres d'Afruibana, différents modes opératoires sont privilégiés pour le transport maritime. Si certains ont exclusivement recours à des prestataires externes, d'autres disposent de leur propre flotte.

Depuis le 1er janvier 2020, l'Organisation maritime internationale (OMI) impose que les navires utilisent des carburants dont la teneur en oxyde de soufre ne dépasse pas 0,5 % (le taux maximal actuel autorisé est de 3,5 % depuis 2012).

Pour les membres d'Afruibana, c'est un enjeu important qui nécessite un appui financier pour la transition vers ces nouveaux carburants à faible teneur en oxyde de soufre et à plus long terme vers l'objectif « zéro émission » fixé par l'OMI à l'horizon 2050.

Au-delà de la problématique de l'oxyde de soufre, les membres d'Afruibana réfléchissent aux moyens d'améliorer l'empreinte carbone du transport maritime des bananes et sont prêts à en étudier la pertinence et, le cas échéant, à mettre en place d'autres moyens de mitigation des émissions de particules fines et de CO<sub>2</sub> ou orienter vers des choix logistiques recourant à ces méthodes. Des prototypes existent (systèmes de voiles auxiliaires pour économiser le carburant, voiles photovoltaïques, etc.). Les autorités publiques doivent apporter un appui financier mais aussi technique afin d'accompagner la transition écologique des modes de transport.

L'une des pistes envisagées à moyen terme qui permettrait d'assurer la transition vers le « zéro émission en 2050 » serait de faire construire des navires propulsés au GNL. Cette technologie éprouvée depuis de nombreuses années permet de baisser les principales émissions des carburants issus du pétrole de manière significatives. Comparé aux carburants actuels, le GNL permet la disparition presque totale

des émissions d'oxydes de soufre (SOx) mais aussi 90 % de moins d'oxyde d'Azote (NOx), 90 % de moins de particules fines et 30 % d'émission de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) en moins également.

La transition écologique passe également par la réduction de la consommation de carburants par les lignes dédiées. En doublant la taille des navires la diminution de la consommation est de l'ordre de 20 à 30 % par rapport à la consommation actuelle en brut mais le ratio le plus intéressant est la diminution significative du ratio CO<sub>2</sub> émis par tonne de marchandise transportée par mille nautique.

De manière générale, les partenaires de transport maritime des producteurs africains, Africa Express Limited (AEL), CMA-CGM ou MSC réalisent tous les ans un bilan carbone de leur activité.

Avec le Pacte vert européen, le sujet de la taxe carbone aux frontières de l'Europe resurgit. Si les contours de ce Pacte et les mesures réglementaires ne sont pas encore définis, il semblerait que la Commission souhaite étendre le système d'échanges de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> au secteur maritime. Dans l'attente des futures annonces, le secteur africain de la banane et leurs partenaires de transport maritime se tiennent à la disposition de la Commission pour participer au dialogue sur ces questions.

Les compagnies maritimes partenaires logistique des membres d'Afruibana se sont engagés via des innovations technologiques à une transition énergétique qui pourrait permettre pour certaines d'entre elles d'aboutir à une neutralité carbone d'ici quelques années. D'autres exemples tels que l'utilisation de carburants alternatifs doivent également être encouragés et supportés par notre filière.

## E. Mener la transition écologique du transport terrestre par le renouvellement du parc des véhicules

En Côte d'Ivoire et au Cameroun, l'érosion des préférences douanières a considérablement freiné les investissements et a découragé le maintien d'une flotte significative de camions, poussant ainsi les producteurs vers le choix de l'externalisation auprès de prestataires locaux.

À l'inverse au Ghana, le coût de l'externalisation est trop important pour être envisageable et a donc obligé les producteurs ghanéens du secteur de la banane à conserver une flotte interne. Pour maintenir un niveau de service optimal, elle doit être entièrement

remplacée dans les deux ou trois prochaines années.

L'amélioration des techniques des raffineries des pays africains, notamment celle d'Abidjan dans les deux ou trois prochaines années, permettra notamment de produire un carburant plus propre qui pourra être utilisé dans les moteurs des camions de dernière génération. Enfin, un autre moyen moins coûteux de diminuer la consommation énergétique de la flotte terrestre consiste à former les transporteurs routiers à la conduite en régime écologique pour des gains estimés à plus ou moins 20 %.

## F. Accompagner des initiatives de calcul et de suivi des progrès de l’empreinte carbone

Les membres d’Afruibana se soucient depuis longtemps de l’impact de leurs activités sur l’environnement. Ils ont lancé plusieurs initiatives pour déterminer l’empreinte carbone du secteur de la banane.

Par ailleurs, les membres d’Afruibana ont procédé au calcul de l’empreinte énergétique en matière d’électricité et de carburant utilisés sur certains postes d’émissions. En Côte d’Ivoire, un des membres d’Afruibana a notamment réalisé en 2018 une analyse

du cycle de vie des bananes conventionnelles qui examine 18 impacts différents, dont celui du carbone.

En raison de l’intérêt croissant des distributeurs pour les produits des membres d’Afruibana et de leurs consommateurs pour la durabilité, les membres d’Afruibana souhaitent réaliser une analyse exhaustive et précise de leur empreinte carbone par le biais d’experts externes afin d’assortir ce bilan de recommandations et d’en suivre les progrès.

## G. Soutenir des projets de recherche sur la chaîne du froid et sur l’efficacité énergétique

Un autre enjeu pour les membres d’Afruibana concerne la problématique de la consommation énergétique dans la chaîne du froid. Outre son impact sur l’environnement, la chaîne du froid représente en effet l’un des principaux postes de dépenses énergétiques des membres, ce qui justifie la réflexion en cours sur les moyens de la rendre plus efficace.

### Il existe quatre segments dans la chaîne logistique liée à la chaîne du froid.

■ Les deux premiers segments concernent le stockage aux ports d’origine et le transport maritime. Aujourd’hui, les bananes sont acheminées soit par cale soit par conteneurs réfrigérés vers leurs marchés de destination. À leur arrivée au port, les fruits doivent

au préalable faire l’objet d’une descente en froid pour être conservés dans les meilleures conditions. Cette étape, qui s’effectue sur place par le biais de chambres froides ou de conteneurs frigos, est la plus consommatrice en énergie.

■ Les deux autres segments de la chaîne de froid concernent les ports d’arrivée des exportations, où les produits sont stockés dans des chambres froides et les mûrisseries.

Quel que soit le mode opératoire privilégié, l’enjeu est de mettre en place des systèmes de gestion de la consommation d’énergie et de dimensionnement des zones de froid les plus efficaces possibles et d’ainsi diminuer la consommation énergétique de la filière banane.

## H. Améliorer l’efficacité portuaire

### ■ Modernisation du terminal mixte fruitier de Douala

Constatant que le terminal mixte fruitier de Douala se révèle désormais inadéquat au transport moderne des fruits, ce projet de modernisation vise à renforcer la compétitivité de la logistique portuaire et maritime des producteurs camerounais de bananes. Il est notamment apparu nécessaire de faire évoluer le projet initial d’aménagement du terminal fruitier centré autour de la palette vers un concept donnant une place prépondérante au conteneur.

- plusieurs aménagements stratégiques pour la modernisation du terminal : création d’un parc de stockage et de branchement d’environ 300 conteneurs, aménagement d’un parc pour 300/400 conteneurs vides, mise en place de 10 à 15 quais de réception / chargement des fruits et des marchandises à l’import. En parallèle, ces différentes mesures de modernisation permettront de réaliser des économies d’énergie et d’améliorer les conditions de travail des employés portuaires. L’ensemble de ces aménagements devrait permettre au terminal mixte fruitier d’être pleinement opérationnel d’ici la fin du 1er trimestre 2021.

Dans ce cadre, les Mesures d’Accompagnements de la Banane (MAB) ont financé - à hauteur de 7200000€

## ■ Phase 2 du développement du terminal fruitier d'Abidjan

L'Union européenne a financé une importante réhabilitation du terminal fruitier d'Abidjan il y a une vingtaine d'années, ce qui a permis d'en faire l'un des principaux points régionaux d'exportation. Face à la redistribution stratégique des différents flux import et export à Abidjan, à la forte augmentation des volumes à charger et au passage des lignes de navires conventionnels vers des lignes conteneurisées, le projet devrait consister à réaménager et étendre le terminal actuel (250m de quais supplémentaires permettant d'accueillir des navires de 12,5m de tirant d'eau) dans le cadre d'une concession de vingt ans et ainsi l'évolution de l'activité du secteur et munir le terminal et son parc à conteneur de moyens de manutention modernes, rapides et automatiques.

Ces mises à niveau permettraient d'accommoder des navires au tonnage plus importants et ainsi à optimiser les opérations, leurs coûts et leur empreinte carbone. Une option supplémentaire serait de construire une extension du parc à conteneurs, avec les renforts et les équipements associés.



## ■ Investissement dans le terminal fruitier de Tema

Face à la demande croissante en fruits issus de l'agriculture biologique, le Ghana est un axe de développement majeur pour les membres d'Afruibana. Afin d'exporter ces volumes et de respecter une desserte hebdomadaire des ports européens, il est nécessaire d'installer un nouveau terminal fruitier à Tema, à côté du nouveau terminal à

conteneur dont l'exploitation vient de débiter et qui devrait être achevé en 2021. Le projet permettrait de garantir un tirant d'eau suivant le poste à quai retenu entre 9,4 m et 11,4 m et d'aménager un parc à conteneur équipé de 200 à 250 prises. Le projet permettrait de garantir un tirant d'eau d'environ 10 m, d'aménager un parc à conteneurs avec 200 à 250 prises Reefer, de construire un hangar de 3 000 m<sup>3</sup> pour abriter les intrants lors du déchargement des navires et servir de lieu de cross-docking et d'équiper le terminal d'outils de manutention modernes.

## ■ Développement du port en eau profonde de Limbe

Les bananes camerounaises sont chargées depuis le port fluvial de Douala, profond d'environ 8 mètres, qui est soumis aux marées et dont l'accès routier est saturé. Les membres d'Afruibana souhaitent développer le port maritime de Limbé en eau profonde (12 mètres), aujourd'hui sous-exploité. Il faut allonger le quai et remblayer plusieurs hectares afin d'y installer des infrastructures d'exportation (entrepôt de décharge, unité de contrôle de la qualité, capacité de branchement pour les conteneurs). Cela permettrait d'augmenter le volume chargé annuellement de 280000 tonnes à plus de 400 000 tonnes, ce qu'il n'est pas envisageable de faire à Douala de façon économique.

## ■ Abidjan Terminal (Terminal à conteneur de Vridi)

Un programme de modernisation du terminal à conteneur est engagé pour anticiper les besoins de productivité engendrés par la croissance du pays. En parallèle de cela, la phase de travaux de construction du terminal à conteneur 2 a démarré, et permettra d'améliorer considérablement les capacités opérationnelles et stockage des conteneurs reefer. La plupart des équipements mis à disposition des producteurs exportateurs de fruits fonctionne à l'énergie électrique et la Côte d'Ivoire bénéficie actuellement du troisième plus grand système de production électrique du continent. Cette électricité est 'propre' grâce aux centrales hydroélectriques, avec une transition vers des centrales à vapeur ou utilisation de biomasse. Ces nouvelles technologies permettent de faire face à la baisse de capacité de production des barrages hydroélectriques, causée par la diminution des ressources en eau, conséquence du changement climatique.

# I. Soutenir des programmes sur l'énergie éolienne et hydrolienne

Deux autres sources d'énergie verte, pour lesquelles davantage d'études sont nécessaires, sont les énergies éoliennes et hydroliennes. Au Ghana, certains sites présentent l'avantage d'avoir des vents suffisamment établis et réguliers toute l'année pour les développer. Des investissements permettraient par exemple d'équiper en éoliennes certaines infrastructures comme les stations d'emballage afin d'en alimenter les machines, à défaut

de grandes éoliennes exigeant des vents plus puissants. En parallèle, les membres d'Afruibana ont lancé quelques initiatives pour évaluer la pertinence de développer l'énergie hydrolienne (évaluation de l'éloignement nécessaire des côtes ivoiriennes pour les installer, mesure du débit du fleuve). Des fonds européens permettraient de continuer ces investigations.

# AXE 5

## TRANSFORMATION LOCALE, MONTÉE EN VALEUR AJOUTÉE ET INTÉGRATION VERTICALE

Dans des pays où la croissance économique est très liée aux matières premières, il est essentiel de ne pas se contenter d'exporter ces matières premières à l'état brut mais de développer un écosystème favorisant l'emploi et le développement autour de leur exploitation. Le renforcement des chaînes de valeur locales peut ainsi permettre au plus grand nombre de profiter des fruits de la croissance.

### A. Développer les cartonneries locales

À ce jour, 60 à 75 % des membres d'Afruibana importent par voie maritime la totalité de leurs besoins en cartons. Ces cartons sont débarqués, transitent par le port le temps du dédouanement puis sont distribués via des magasins de stockage dans les plantations. Ce modèle induit des coûts conséquents tout au long de la chaîne d'approvisionnement - transport maritime (marchandises volumineuses et légères), manutention, frais de douane, frais de stockage – contraint les producteurs à gérer huit semaines de stocks, et peut créer des problèmes de qualité.

Toutefois, deux cartonneries existent déjà en Côte d'Ivoire et une troisième est en cours de construction. Cela permet aujourd'hui aux producteurs ivoiriens de s'approvisionner à hauteur de 10 millions de cartons auprès d'usines locales.

En Côte d'Ivoire et au Cameroun, une réflexion est en cours au sein des membres d'Afruibana sur la possibilité de créer leur propre cartonnerie. Il serait alors nécessaire de développer un partenariat avec une grande entreprise papetière afin d'assurer l'approvisionnement de la cartonnerie en bobines de papier. Le papier en bobine est une unité de transport plus lourde et moins volumique ce qui permet de réduire les coûts de transport maritime de manière significative par rapport au transport de cartons usinés.

Pour chaque membre d'Afruibana, la priorité est de s'approvisionner en cartons de qualité et ce au meilleur prix. Une cartonnerie unique pour les membres d'Afruibana pourrait permettre de réaliser des économies d'échelle du fait de la volumétrie traitée.

Elle permet également de réduire les stocks et de baisser les coûts de transport en approvisionnant en bobines un seul site. Les cartons produits (qui arrivent aujourd'hui d'Europe et du Maroc) ne seraient plus transportés qu'entre pays africains dans des navires peu chargés entre ces destinations : le transport des cartons n'occuperait pas d'espace « commercial » et n'engendrerait donc aucun surcoût. En tout état de cause, disposer d'une cartonnerie pourrait donner une plus grande flexibilité aux membres d'Afruibana qui aujourd'hui importent leurs cartons dans la mesure où cela permettrait un approvisionnement en deux semaines (une pour la fabrication et une pour le transport) là où aujourd'hui il en faut au moins huit.

Une cartonnerie est un outil industriel créateur d'emploi et la faible concurrence locale au Cameroun et au Ghana peut également constituer une alternative d'approvisionnement pour les autres producteurs de fruits, voire pour d'autres industries et commerces utilisateurs de carton ondulé.



## B. Développer un laboratoire d'analyse biologique

Les analyses de qualité des produits et des intrants sont pour l'instant réalisées par des laboratoires tiers. Elles représentent un coût élevé, d'environ 280 € par screening toutes les deux semaines pour la banane. L'idéal serait de pouvoir internaliser tout ou partie des analyses afin de permettre une plus grande réactivité, de développer les compétences en interne, de réduire les coûts et d'optimiser les exportations en évitant le transport de marchandises bloquées aux frontières (manque à gagner, coûts de transport et de destruction).

La faisabilité de la construction d'un laboratoire en Côte d'Ivoire est néanmoins dépendante de plusieurs facteurs. Il faut s'assurer que le volume d'analyses projeté rende les investissements en matériel et en expertise rentables. Il faut ensuite savoir si le transport d'échantillons entre

pays africains est juridiquement possible, afin de centraliser les analyses dans un seul pays. Enfin, il importe de savoir si un laboratoire ivoirien pourrait bénéficier de la reconnaissance de la Communauté européenne et des certifications adéquates.

Si toutes ces conditions étaient remplies, ce laboratoire d'analyse compléterait parfaitement le laboratoire existant d'un adhérent de Afruibana dit du « Km17 » en Côte d'Ivoire, destiné au développement des nouveaux plants, qui est un des fleurons de la R&D du secteur et un très bon exemple de l'utilité d'une organisation intégrée. Il pourrait en outre servir d'outil pédagogique pour des étudiants ingénieurs, soumis naturellement au devoir de confidentialité, afin de disséminer une expertise cruciale pour l'industrie.



## C. Valoriser la banane par la transformation locale

La transformation locale de la banane permettrait de valoriser intelligemment la partie hors standard de la production. Celle-ci représente environ 5 % de la production annuelle, soit 32 000 tonnes par an. Si le produit est qualitativement et gustativement bon, il ne répond pas aux exigences d'apparence parfaite de la grande distribution. La transformation de la banane en produits dérivés, tels que la farine, le lait, les condiments, le jus, serait tout à fait opportune et permettrait d'accroître le marché effectif de la banane, en Afrique et vers le reste du monde. On valoriserait ainsi des produits dont la conservation est onéreuse ou impossible sur de longues distances.

Avec l'émergence des nouvelles classes moyennes africaines, ces produits peuvent répondre à plusieurs demandes du marché. En Afrique même, l'utilisation de lait de banane ne fait pas partie des usages. Cela rend possible la proposition de produits se démarquant de l'offre habituelle, aussi bien pour les marchés africains qu'internationaux : ketchup de banane, chutney de banane et autres condiments.

Le secteur en est pour l'instant au stade des études de marché et de la conception des produits, mais fait déjà l'objet de discussion avec des acteurs locaux pour le versant logistique et distribution à grande échelle.





## D. Favoriser l'émergence d'une filière d'engrais organique bio et la réduction des engrais de synthèse

Le remplacement des engrais de synthèse par des engrais naturels organiques a un coût : la production locale n'étant pas suffisante il est nécessaire d'en importer d'Europe. De ce fait, les coûts de fertilisation par hectare doublent. Une des alternatives serait d'internaliser la production des engrais naturels issus de l'élevage ou du compost généré par les jachères. Une étude est en cours pour évaluer les ressources organiques disponibles localement. Une autre alternative, moins coûteuse, pourrait être de trouver un moyen terme, en conservant des engrais chimiques tout en supprimant progressivement les produits

phytosanitaires industriels. Il faudrait pour cela créer une nouvelle catégorie reconnue commercialement, face à la concurrence latino-américaine dont la production biologique recourt également aux engrais artificiels.

Le secteur africain de la banane travaille en partenariat avec le CIRAD pour effectuer sa transition agroécologique. Cela correspond aux attentes des consommateurs et a également un avantage économique, en permettant une réduction de 20 % des coûts associés à l'épandage.

## E. Développer les marchés régionaux pour accompagner la consommation locale

Avec l'émergence de classes moyennes promptes à s'approvisionner en grandes et en moyennes surfaces s'ouvre un nouveau marché pour la banane dessert africaine. L'avantage des marchés africains est qu'ils sont ouverts à une plus grande variété de bananes par rapport aux marchés européens. En outre, la création de marchés africains structurés serait un moteur essentiel pour la production locale.

Mais, pour que se développent ces nouveaux marchés, la priorité reste pour le moment de développer les accès ferroviaires, portuaires et routiers intra-africains, ainsi que de fiabiliser les accords de libre-échange dans les zones économiques et fluidifier le commerce régional et sous-régional. La structuration de la filière

est également tributaire d'une meilleure transparence de l'information sur les prix, du producteur au détaillant, en passant par tous les intermédiaires.

Pour encadrer cette filière, il est possible d'envisager un centre de formation avec les techniques des règles HACCP (hygiène et sécurité alimentaire) dans les pays producteurs et importateurs de la sous-région, ainsi que la mise en place concomitante d'un système d'agrément. La confiance des consommateurs clients des GMS en serait ainsi augmentée. La croissance des marchés intra-africains demandera également la mise en place de campagnes de communication régulières, pour sensibiliser les consommateurs à l'importance de consommer des fruits et des légumes quotidiennement.

---

## FOCUS PROJET :

# DÉVELOPPER LE PRÉ-MÛRISSAGE AU PORT D'ARRIVÉE

---

**L'importation de bananes mûres est interdite en Europe et de manière générale sur tous les marchés mondiaux.**

Pour améliorer l'utilisation de la salle de mûrissage, en réalisant des économies d'énergie supplémentaires et en augmentant la capacité de refroidissement, tout en maintenant au minimum le même mûrissage uniforme des fruits sans aucune dépense d'investissement supplémentaire, un essai de pré-mûrissage au port d'arrivée est mené par la Compagnie Fruitière.

Il consiste à apporter un container de fruits au centre de mûrissage de Dartford, déclencher le processus de mûrissage à l'intérieur du container pour une période de 3 jours à l'aide d'un capteur de CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub> et d'air de retour, surveiller le mûrissage des fruits à basse température avant de les mettre dans une chambre de maturation pour conclure le cycle de mûrissage.

Les fruits sont emballés au Cameroun dans des boîtes standards de 18,14 kg, dans des polybags (sac de polyéthylène clos) et non dans des Banavac (sacs de polyéthylène permettant des échanges gazeux par diffusion à travers le plastique). Les fruits d'une même récolte sont tous emballés dans la même station et transportés dans ces conteneurs équipés d'atmosphère contrôlée (AC) qui peuvent être suivis à distance.

50

Les résultats ont permis de valider le modèle. De nouveaux essais doivent être menés pour contrôler encore plus finement la diffusion de l'éthylène et la température grâce à des senseurs à radiofréquence.





PROMOUVOIR  
LA BANANE AFRICAINE :  
**UN IMPÉRATIF COMMERCIAL  
ET UN ENJEU POLITIQUE**



**Au fil des consultations qui se sont déroulées pour la réalisation de ce livre blanc, l'ensemble des parties prenantes s'est accordé sur un point : la banane africaine n'est pas connue. Non pas au sens où les consommateurs africains et européens ne connaissent pas la banane, mais chacun de ces groupes de consommateurs sous-estime parfois les vertus de ce fruit pour la santé, ainsi que l'impact socio-économique de l'industrie de la banane pour les pays producteurs.**

**Tout l'enjeu est désormais de promouvoir la banane africaine à travers deux canaux : un marketing offensif pour promouvoir la banane dessert, particulièrement auprès des consommateurs africains dans l'optique de développer les marchés régionaux, et une communication proactive sur les bienfaits de l'industrie de la banane en Afrique, notamment auprès des décideurs européens qui ont compris l'enjeu fondamental du développement des zones rurales africaines.**

52

## **Développer le marketing de la banane africaine comme moteur de croissance**

---

À l'image de nos confrères des Antilles, la banane africaine doit désormais passer à un marketing beaucoup plus proactif pour se faire connaître auprès des consommateurs. Si la banane dessert est un produit de consommation courante en Afrique, elle peut encore gagner des parts de marché, notamment à la faveur de campagnes de marketing et la mise en place de labels et d'indication géographique protégée (IGP).

Pour faire de la banane un fruit « tendance », les entreprises du secteur peuvent aussi s'appuyer sur

des influenceurs. Ces influenceurs pourront relayer des messages positifs autour de la banane, aussi bien sur ses vertus que sur ses bienfaits en termes de développement durable au moyen de campagnes d'affichage physique ou sur les réseaux sociaux. En parallèle de ces campagnes, la banane doit se placer comme un aliment à la mode, déclinable sous de nombreuses formes, qui pourrait par exemple être présenté dans des émissions de cuisine et sur les réseaux sociaux.

## **Communiquer sur l'impact socio-économique du secteur bananier**

---

Dans plusieurs pays d'Afrique comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'industrie bananière représente une part importante de l'économie agricole du pays, contribuant à la création de richesse et à celle de nombreux emplois. De multiples initiatives sont prises par les entreprises du secteur pour favoriser les jeunes et les talents locaux, promouvoir l'emploi féminin, développer une industrie durable et de plus en plus tournée vers le bio, s'intégrer dans un écosystème rural où ces grandes entreprises participent à l'essor de tous.

Alors que l'Union européenne vient de conclure les négociations du post-Cotonou, elle doit connaître l'ensemble des engagements du secteur africain de la banane qui contribuent au développement socio-économique des zones rurales. Zones dont la stabilisation est essentielle, notamment à l'heure où l'Europe craint les vagues migratoires en provenance d'Afrique subsaharienne. Ces messages doivent être relayés régulièrement auprès des décideurs et des médias africains et européens.

# LETTRE OUVERTE DE DÉCEMBRE 2019

## **Afruibana appelle la grande distribution à une politique d'approvisionnement responsable au moyen d'un prix d'achat juste**

Alors que la saison de passation des contrats annuels bat son plein et que le secteur de la banane africaine fait face à des défis toujours plus nombreux, la grande distribution continue à poursuivre une politique d'achat toujours plus dure, centrée sur une mise en concurrence aveugle et la recherche exclusive du prix le plus bas.

En effet, les défis pour le secteur fruitier africain ne manquent pas : baisses tarifaires accordées aux bananes latino-américaines, Brexit, lutte contre le changement climatique, investissement dans la Recherche et le Développement, maintien des programmes d'éducation, de santé et de logement ou transition agro-écologique. Autant de défis que le secteur ne pourra relever qu'à condition que ses fruits soient achetés à un prix juste.

Pour rappel, il y a tout juste un an, Afruibana se joignait à un premier appel initié par nos confrères et concurrents, les géants latino-américains, dénonçant les pratiques de la grande distribution. Comment ne pas comprendre que si de telles pratiques sont insoutenables pour eux, elles le sont encore bien plus pour nous qui sommes, en volume, vingt fois plus petits ?

Malgré tout, un an plus tard, les mêmes causes produisant les mêmes effets, Afruibana doit réitérer ce même appel et enjoindre ces mêmes acteurs de reconsidérer les mêmes politiques d'achat. Faut-il rappeler ici que le prix d'un kilo de pommes produites en Europe est, en moyenne, trois fois supérieur à celui de bananes demandant une plus grande attention au champ et devant être cultivées et acheminées depuis des climats tropicaux ?

Si notre association salue la promesse faite par la chaîne de supermarchés Aldi d'augmenter le prix d'achat du carton de bananes à partir de 2020, les conditions d'achat des bananes africaines et d'autres origines par les enseignes de la grande distribution n'ont cessé de se dégrader au fil des années. Cette initiative, bien que salutaire, ne saurait être suffisante face à l'importance des enjeux d'avenir de la filière et devrait être imitée et prolongée par leurs homologues du secteur de la grande distribution européenne.

En effet, l'Organisation Maritime Internationale (IMO) a décidé qu'à partir du 1er janvier 2020, les bateaux devraient utiliser des carburants dont la teneur en oxyde de soufre ne dépasse pas 0,5 % (contre un taux maximal actuel de 3,5 %). Cette nouvelle réglementation est légitime et nécessaire et va résolument dans le bon sens, en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. Mais elle n'en engendrera pas moins une hausse du coût du transport maritime de plus 70 %.

De même, la responsabilité de mener la transition vers une agriculture plus écologique, plus respectueuse de l'environnement, ainsi que la lutte contre la cercosporiose noire et la prévention contre la maladie dite « TR4 » sont des défis majeurs à la hauteur desquels la filière banane africaine doit s'élever. Il faut bien considérer que, bien que la TR4 n'ait été détectée dans nos pays, ces deux fléaux continuent de menacer gravement l'ensemble de la variété Cavendish, ne possèdent toujours pas de traitement et nécessitent des investissements se chiffrant aussi en dizaines de millions d'euros et devant s'étaler sur des périodes dépassant la décennie.

Ces vastes chantiers ont un coût qui est incompatible avec les conditions économiques induites par les pratiques de la grande distribution et, rappelons-le aussi, plus d'une décennie de politique commerciale européenne libérale et de démantèlement tarifaire. La grande distribution doit être à l'unisson des attentes des consommateurs européens qui sont prêts à payer le prix juste pour des fruits de qualité, produits de manière responsable et durable. Autant de chantiers qui nécessitent aussi l'appui politique de l'Union Européenne et son soutien technique et financier.

Face à ces enjeux, nous appelons la grande distribution et les autorités européennes à s'engager résolument et faire leur part pour assurer la pérennité de notre filière. C'est seulement à cette condition que l'Europe et l'Afrique pourront ensemble, demain, récolter les fruits d'une prospérité commune.

---

**M. Joseph Owona Kono**, président d'Afruibana  
**M. Jean-Marie Kakou-Gervais**, vice-président d'Afruibana  
**M. Anthony Blay**, vice-président d'Afruibana

# PRÉSENTATION **DES PAYS PRODUCTEURS**



# CÔTE D'IVOIRE



## Historique et production

En Côte d'Ivoire, la culture commerciale de la banane s'est développée plus tardivement que dans des pays comme la Guinée et le Cameroun, ne décollant réellement qu'à partir des années 1960. Malgré une importante hausse de la production jusqu'à la fin des années 1970, les difficultés s'amoncèlent rapidement : fléau de la cercosporiose jaune, années de météo défavorable ainsi qu'un accès plus difficile au marché européen. Ces différentes évolutions ont mis en difficulté les petites plantations du paysage bananier ivoirien. Depuis les années 1990, sous l'impulsion de l'Organisation centrale des producteurs exportateurs d'ananas et de bananes (OCAB) ainsi que l'Organisation des producteurs de bananes, d'ananas de mangues et autres fruits de Côte d'Ivoire (OBAM-CI) depuis 2009, le secteur bananier ivoirien a amélioré et dynamisé sa production, la qualité et la mise sur le marché, et soutenu activement les petits producteurs.

Globalement, les producteurs ivoiriens de bananes sont performants, avec un rendement pour le conventionnel en constante hausse depuis les années 1990 (passant de 30 t/ha en 1994 à 50 t/ha en moyenne en 2015, évoluant entre 25 et 60 t/ha selon les localisations et l'investissement). En parallèle, ceux-ci cherchent à expérimenter les possibilités de la production de bananes issues de l'agriculture biologique. La banane ivoirienne fait face néanmoins à un important défi sanitaire avec un parasitisme tellurique croissant. En 2017, on évaluait les surfaces en culture à 7300 ha. Avec les projets actuels d'extension et de nouvelles cultures, la Côte d'Ivoire pourrait se doter à moyen terme de 12 000 ha de surfaces de cultures bananières.

Avec une importante dynamique de croissance, le marché du travail ne répond pas aujourd'hui au besoin du secteur bananier, notamment en période de pic de production, où la main-d'œuvre qualifiée fait défaut.

55

## Organisation et exportation

Six opérateurs sont actifs au sein du secteur bananier ivoirien : le groupe SCB, filiale de la Compagnie Fruitière; le groupe GBH qui détient les plantations BANACI, PACOBAN, MARABAN, BANOUREBO, BACIBAM, KOFFIBAM et TIABAM; le groupe AFRICA INVEST qui détient les plantations SAKJ; le groupe SIPEF, qui détient les plantations J. Eglin SA ; les plantations SIAPA.

Depuis le début des années 2000, la Côte d'Ivoire exporte entre 180 000 et 339 000 tonnes de bananes chaque

année. Bénéficiant de son statut de pays ACP et donc d'un accès initialement favorable au marché européen, elle y destine 85 % de sa production. Aujourd'hui, l'enjeu est de développer ses exportations vers d'autres marchés, dont les marchés régionaux africains.

En 2020, le pays a exporté 327 852 tonnes de bananes à destination du marché européen, ce qui en fait le premier exportateur africain de bananes à destination de l'UE.

## CHIFFRES CLÉS



Surfaces d'exploitation (2017)

**7 300 hectares**



Nombre d'emplois directs (2017)

**8 500**



Exportations à destination de l'UE (2020)

**327 852 tonnes**



Associations

**OBAM-CI & OCAB**

# CAMEROUN



## Historique et production

Lancée dès 1907, la culture d'exportation de la banane a traversé une succession de crises jusqu'en 1988, avant de connaître une embellie durable et tangible grâce à un mouvement de modernisation de la production et de concentration du secteur et à la mise en place d'accords stratégiques privatifs de la CDC (devenue Cameroon Development Corporation en 1963) avec la multinationale Fresh Del Monte (zone de Tiko) et la société Agrisol (zone d'Ekona).

Aujourd'hui, la banane-dessert est le second produit d'exportation du Cameroun en volume, après le bois

(pétrole exclu). Premier employeur du pays (15 167 emplois directs en 2017) après l'État, le secteur de la banane est un pilier du développement économique et social.

Les rendements moyens sont passés de 35 t/ha en 1994 à 40 t/ha en 2015, tout en améliorant la qualité des fruits. Malgré ces bonnes performances, la cercosporiose noire est très prégnante en raison du climat humide, et des résistances commencent à apparaître. La réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires fonctionne, bien que l'usage de ces produits soit toujours nécessaire.

## Organisation et exportation

Le Cameroun a maintenu, ces dernières années, sa position de troisième exportateur ACP derrière la République dominicaine et la Côte d'Ivoire, avec 188 564 tonnes exportées en 2019. Les volumes exportés, qui tendaient à s'éroder et approchaient le seuil des 200 000 tonnes en 2012, ont rebondi très sensiblement en 2015 et 2016 (environ 290 000 tonnes). Ils sont essentiellement dirigés vers l'Union européenne (à plus de 95 %). Les principaux pays de déchargement sont la France et la Belgique, qui servent de plaques tournantes, ainsi que le Royaume-Uni et l'Italie. Les exportations vers les marchés de diversification se développent (Maghreb et plus récemment la sous-région CEMAC, avec notamment le Tchad). L'exportation de bananes labellisées « commerce équitable » continue son développement grâce à l'émergence de la certification dans le pays, portant sur 800 ha. Les efforts ont aussi porté sur le volet social, avec notamment à la PHP (Plantations du Haut Penja) la mise en place de la démarche RSE.

Le contexte structurel, très changeant ces dernières années, a évolué vers une organisation toujours plus concentrée. Suite à la faillite en 2015 de la Société

des Plantations de M'Banga (SPM), après une longue agonie, seuls trois opérateurs, dont les deux grands acteurs historiques, sont actuellement impliqués de la production à la commercialisation. La PHP, filiale privée du groupe Compagnie Fruitière, dispose de près de la moitié des surfaces en production (soit 3 800 ha) et emploie environ 6 000 personnes. CDC se place au deuxième rang des producteurs avec 3 700 ha dans la région de Tiko (2016).

La société privée Boh Plantation Limited (BPL), implantée depuis 2009 sur 260 ha dans le village de Missaka, dans la région Sud-Ouest, est gérée par un promoteur camerounais et emploie près de 500 salariés. Elle commercialise via la Compagnie Fruitière et pèse pour 4 % des exportations. Ces opérateurs sont regroupés au sein de l'Association Bananière du Cameroun (ASSOBACAM), fondée en 1988, qui représente et défend les intérêts des producteurs aussi bien au niveau national qu'international. Elle réalise également le suivi statistique de la filière, étudie les aspects fiscaux, la politique de communication et la stratégie marketing, tout en faisant la promotion du secteur.

## CHIFFRES CLÉS



Surfaces d'exploitation (2017)

**7 800 hectares**



Nombre d'emplois directs (2017)

**15 167**



Exportations à destination de l'UE (2020)

**180 879 tonnes**



Association

**ASSOBACAM**

# GHANA



## Historique et production

La production commerciale et les exportations de bananes ghanéennes sont beaucoup plus récentes que celles du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Elles ont été lancées par la société historique Volta River Estate Limited (VREL) dans les années 1990, rejointe en 2003 par Golden Exotics Limited (GEL) et Musahamat Farms plus récemment. Les producteurs et exportateurs ont en 2018 structuré le secteur de la banane en créant l'Association des producteurs de bananes (BPA).

Les bananes ghanéennes se caractérisent par leur production biologique et leur origine équitable, des choix qui ont été faits dans les années 1990 par VREL. Aujourd'hui, plus de 80 % des surfaces sont certifiées équitables. La production bénéficie de conditions favorables le long de la Volta et au sud-est du lac Volta : bonne qualité des sols, pression parasitaire limitée, très

bon ensoleillement, pluies limitées (qui empêchent la cercosporiose noire), accès à l'eau grâce au lac et au fleuve. Cependant, des vents violents peuvent causer des dommages importants.

Le secteur a été fortement dynamisé par l'arrivée de GEL: de 4 200 tonnes en 2005, la production est passée à plus de 77 286 tonnes. Pourtant, la productivité reste à un niveau intermédiaire (30 t/ha en moyenne, avec une fourchette de 10 à 35 t/ha selon les plantations). Ceci est dû au manque de performance du système d'irrigation goutte à goutte, à la nécessité de construire des brise-vents, ainsi qu'à l'instabilité de la main-d'œuvre dans un pays où de nombreux autres secteurs agricoles (riz, cacao, hévéa, etc.) ont besoin des agriculteurs, surtout en période de récolte.

## Organisation et exportation

Le secteur est concentré autour d'un opérateur majeur qui possède les trois quarts des surfaces bananières du pays (1 100 ha) et représente près de 90 % de ses exportations, GEL (filiale de la Compagnie Fruitière). VREL possède 250 ha. En 2015, ils ont été rejoints par Musahamat Farms Limited, filiale d'Intishar Holdings du Koweït, qui possède 250 ha et prévoit de développer 1 700 ha.

Les exportations ghanéennes sont principalement dirigées vers le marché européen et placent le Ghana au

5e rang des fournisseurs ACP au coude-à-coude avec Belize. Les bananes ghanéennes sont essentiellement distribuées au Royaume-Uni, en France et en Belgique. Alors que 50 % des exportations de bananes du Ghana sont à destination du Royaume-Uni, le Brexit est un sujet de préoccupation majeur pour les producteurs ghanéens. La diversification des marchés et la croissance des exportations dans la sous-région africaine constituent un enjeu majeur.

## CHIFFRES CLÉS



Surfaces d'exploitation (2017)

**1 700 hectares**



Nombre d'emplois directs (2017)

**3 378**



Exportations à destination de l'UE (2020)

**77 286 tonnes**



Association

**BPA**

# CONCLUSION

## S.E. GEORGES REBELO PINTO CHIKOTI



—  
**Secrétaire Général de l'Organisation des États d'Afrique,  
des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)**

De par leur proximité historique, géographique et culturelle, les pays de la zone Afrique- Caraïbes- Pacifique (ACP) entretiennent des relations privilégiées depuis longtemps avec l'Union européenne (UE).

Le produit de base qu'est la banane a été l'un des domaines de coopération durables depuis la Convention de Lomé jusqu'à l'Accord de Cotonou, compte tenu de son rôle primordial dans la création d'emplois et de richesses dans les membres de l'Organisation des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

Dans le cadre de la Convention de Lomé, le traitement préférentiel des bananes d'exportations des membres de l'OEACP vers l'UE a été facilité par le Protocole de la Banane. Un autre mécanisme important de la Convention de Lomé a été le système STABEX (Système de Stabilisation des Recettes d'Exportation) qui compensait le manque à gagner en recettes d'exportation, dû à la fluctuation des prix ou de la demande de matières premières des membres de l'OEACP.

Dans le cadre de l'Accord de Cotonou, les Mesures d'accompagnement banane (MAB) ont été conçues pour appuyer les membres de l'OEACP à s'adapter aux nouvelles réalités commerciales résultant du différend au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) au sujet de la banane. En outre, un groupe de travail entre les membres de l'OEACP et l'UE a été créé pour faciliter le dialogue entre les deux parties. Le Partenariat ACP-UE a contribué au développement des économies locales en se focalisant sur des projets durables et responsables qui améliorent la compétitivité du secteur de la banane.

Aujourd'hui, un nouveau chapitre commence pour ces relations avec la conclusion des négociations du nouvel Accord de Partenariat ACP-UE en décembre 2020. L'accord politique conclu ouvre la voie à un

partenariat moderne et plus engagé au niveau national, régional, continental et international.

À l'avenir, la coopération sera axée sur la promotion d'un développement inclusif et durable des membres de l'OEACP. Des efforts notables dans le secteur de la banane doivent être fait en termes d'amélioration de la productivité, de capacités de transformations locales, de la valeur ajoutée, de la diversification et de la recherche.

Le développement du marché régional africain de la banane pour stimuler la consommation locale est fondamental, notamment dans la perspective du début des échanges dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). La complémentarité des initiatives régionales est essentielle au développement de chaînes de valeur durables dans le secteur de la banane. Dans les « régions fruitières » d'Afrique de l'Ouest, les bananeraies jouent un rôle indispensable dans le développement socio-économique des zones rurales, et contribuent au maintien des populations en offrant des opportunités d'emplois et des services sociaux.

Avec ce Livre Blanc, les entreprises bananières africaines démontrent leur volonté de construire un secteur compétitif et durable, contribuant à la réalisation des Objectif du Développement Durable (ODD). Toutefois, cette ambition nécessite le soutien technique et financier des partenaires clés. Par conséquent, la mise en place des structures de gouvernance de l'ACP et de l'UE dans le cadre du nouvel accord de partenariat qui soutiennent les stratégies nationales et régionales de développement du secteur de la banane, sera la clé du succès de ce dernier.

Cette industrie clé de l'OEACP incarne un secteur de coopération essentiel qui continuera à unir l'Afrique et l'Europe pour le bien-être de nos peuples et des générations à venir.



*« Il est indispensable  
que l'Afrique prenne le contrôle  
de sa transformation agricole »*

—  
**Kofi Annan**  
1938-2018

Diplomate  
Secrétaire Général des Nations Unies  
Prix Nobel de la Paix



9, rue du Quatre Septembre 75002 Paris - FRANCE  
[info@afribana.com](mailto:info@afribana.com) - [www.afribana.com](http://www.afribana.com)